Vol 16 # 44 • Du 3 au 9 Mai 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

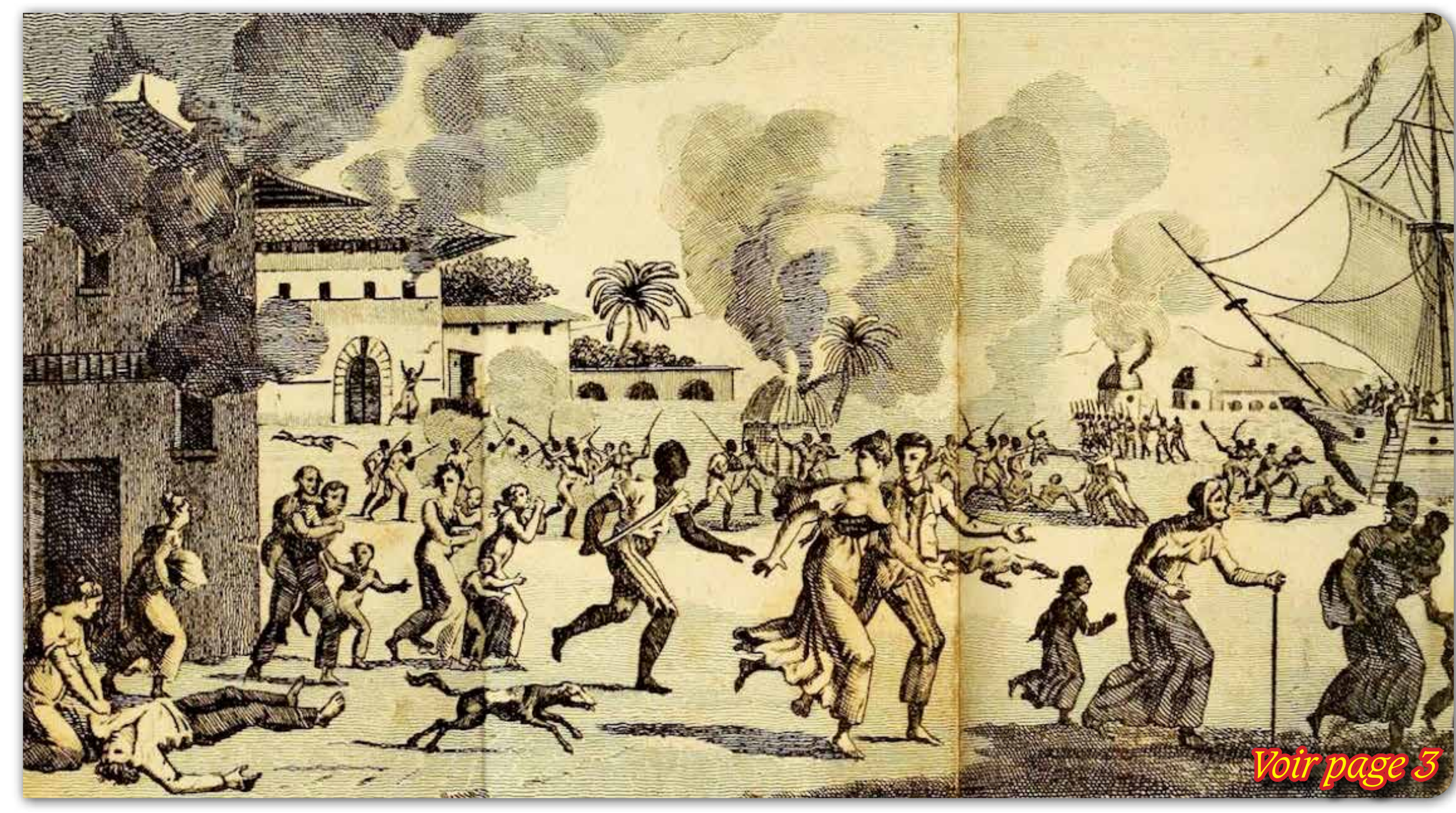
HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

« BWA KALE » : UN SOULÈVEMENT POPULAIRE!



Voir page 3

Le mouvement Bwa Kale est ancré dans l'iconographie et le zèle de la célèbre révolution haïtienne de 1791-1804, lorsque les esclaves de Saint Domingue ont vaincu leurs maîtres coloniaux, et fondé la première république libre de l'hémisphère

DÉCÈS DU MILITANT RÉVOLUTIONNAIRE BEN DUPUY !



Voir page 4

Ben Dupuy s'exprimant lors d'un Congrès du Parti Populaire National (PPN) en Haïti



Premye me : travayè yo mande 2,500.00 goud pou salè minimòm !

Page 6

Ben Dupuy, the Revolutionary Whose Vision and Organizations Radicalized and Formed a Generation in Haiti

Page 9



La faim et le système carcéral de l'impérialisme américain en Haïti !

Page 7



En ce 1er mai, préparons-nous à la guerre des classes!

Page 10-11



Brésil : Le MST sous attaque

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Réponse populaire pour rétablir la paix !

Par Berthony Dupont

Les manifestations de violence ont toujours eu un mauvais impact quand l'impunité et l'insouciance font la loi. Ce qui est clair aujourd'hui en Haïti, c'est que la classe politique a complètement échoué dans sa mission et le régime en place n'a pas levé le petit doigt pour assurer l'accès à la justice face à l'insécurité grandissante et terrorisante à laquelle fait face la population.

Aucune mesure sérieuse n'a été prise contre la criminalité comportant un programme de défense des pauvres et des opprimés. Aucune mesure de durcissement contre les auteurs d'enlèvements, leurs commanditaires ou leurs patrons. La situation est devenue pire puisque le gouvernement, au lieu d'y remédier, semble plutôt l'utiliser pour se maintenir au pouvoir.

Sur l'échiquier politique, ladite opposition, s'il y en a une, est sur la même lancée que le pouvoir de facto, sauf qu'elle ne ménage pas ses efforts dans la propagande erronée et la confusion qu'elle fait mieux.

Si l'on prend en compte la déclaration du Président de l'Accord de Montana, M. Fritz Alphonse Jean, qui, non seulement qualifie l'insécurité de politique, mais argue aussi que la gouvernance actuelle est la cause principale de cette crise sécuritaire, selon lui, les responsables du gouvernement, en alliance avec les criminels, font régner la terreur. Donc, seule une passation du pouvoir à ses collègues de Montana et alliés pourrait changer la situation. Le Premier ministre de facto Ariel Henry pourrait lui retourner la balle en lui faisant la même critique comme quoi l'opposition est responsable de l'insécurité dans le pays une façon d'affaiblir le gouvernement dans ses actions.

Le transfert du pouvoir d'une marionnette à l'autre ne conduira évidemment nulle part, s'agissant d'une même et pareille politique d'assujettissement. En fait, les élucubrations et les navettes de Fritz Alphonse Jean et les démagogies de Ariel Henry, malgré la reconnaissance du gouvernement de ce dernier par le Conseil de sécurité des Nations-Unies et les manifestations de soutien des pays du Core Group ne constituent pas pour autant une garantie de succès, de rétablissement de la paix ni d'amélioration des conditions sociales du peuple haïtien.

Trop d'indices concordent, trop de témoignages dignes de foi ont été enregistrés, tous confirment que l'objectif des puissances tutrices est de tirer les ficelles en coulisses. Il s'agit en réalité de sauver ce qui peut être sauvé de leur projet d'instaurer un Etat soumis et ce, pour pouvoir sauver les meubles. Ainsi, ils se contenteraient de mesures cosmétiques de stabilisation de sorte que leurs armes de domination continueront de circuler dans le pays. Cela prédit un immense malheur pour Haïti, un avenir beaucoup plus sombre et bien plus difficile pour la population. Tant que les masses populaires haïtiennes conscientes de leur situation ne s'atteleront à leur tâche qu'il leur est donnée d'accomplir, à savoir d'établir définitivement la politique de rupture totale avec l'impérialisme, tant que cela ne se concrétisera pas, la situation ne changera point et ira même en s'aggravant et en s'empirant.

Pendant combien de temps encore, le peuple haïtien devra-t-il continuer à être victime d'une violence qui cache des desseins inavoués et dangereux ? Le peuple ne peut plus continuer à être dupé. Il veut indiscutablement la paix et que le souci et la volonté soient de ne pas tolérer que soient bafouées ses aspirations pour le changement et pour ses droits fondamentaux de peuple libre et souverain.

Aujourd'hui, poussé à bout par les enlèvements et assassinats qui agitent l'opinion publique, ses réactions ont pris le pas sur les discours creux des dirigeants politiques. Sa patience est poussée à bout pour se transformer en un puissant volcan de rage qui a conduit aux différentes manifestations de colère du peuple contre les malfrats des gangs. Cette révolte de la population contre l'insécurité est une réponse contre les manœuvres méprisantes de la classe dirigeante tout entière.

Le peuple indique qu'il ne veut plus continuer à être victime d'une violence qui s'apparente à une violence d'Etat. Il en a marre de l'impérialisme américain et ses alliés, qui pour masquer leur honteuse destruction d'Haïti et pour se justifier devant l'opinion publique ont créé ou soutenu des groupes terroristes afin de pouvoir justifier de nouvelles escalades criminelles dont l'objectif est de tuer, de démobiliser et de déstabiliser davantage la population.

Ce n'est pas par hasard que des voix hypocrites se sont vite levées contre les initiatives qui ont été prises par la population pour entamer un processus de légitime défense. Les manœuvres sordides du régime et de leurs patrons à Washington ont toujours consisté à critiquer et taxer d'inégalité toute stratégie revendicative des masses populaires visant à rétablir leurs droits. Ils ne veulent pas admettre que la seule réponse possible à leur violence est une plus forte violence.

Que ce projet potentiellement annonciateur de paix continue pour que le pays se libère une fois pour toute de sa mise sous tutelle légitimée par la classe politique pendant plus d'un siècle. Cette colère populaire manifestée ne devrait pas être assimilée à la barbarie mais à une réponse contre une humiliante provocation, une atteinte à la souveraineté de la nation et du peuple haïtien.

Il faut que dans tout le pays surgisse des groupes d'auto-défense, des formes d'auto-organisation des masses de sorte que l'action du peuple soit constante, puisque la lutte contre le gouvernement de facto que dirige Ariel Henry et contre le système capitaliste ne doit connaître la moindre trêve.

Il n'y aura pas de paix durable et de sécurité en Haïti sans que justice soit faite, sans que les coupables ne rendent compte, sans que les entreprises d'insécurité des droits humains au service des puissances impérialistes ne soient anéanties.

Cette justice populaire est une page qui est en train de tourner de façon à initier sur le long terme un réel climat de paix et de sérénité dans le pays. Le peuple dit haut et fort : assez de sang et de larmes ! Assez de kidnapping ! Assez ! Stoppons la folie insensée et mortifère des gangs ! Reculer devant ce devoir, c'est ouvrir la porte à d'autres aventures grossières et criminelles.

Que la colère populaire soit ! Et qu'elle continue ainsi !

« Bwa Kale » : un soulèvement populaire!



Par Dan Cohen

Le 23 avril, après une nuit de tirs nourris dans le deuxième arrondissement et les quartiers environnants de Port-au-Prince, la Police nationale d'Haïti (PNH) a reçu des informations selon lesquelles plusieurs membres de gangs voyageaient dans la région. Tôt le lendemain matin, dans le quartier Canapé-Vert, la police a arrêté un minibus de transport en commun et a trouvé 14 hommes transportant des armes lourdes, des munitions, des téléphones portables et d'autres objets de contrebande illégale. Alors que la police les arrêtait et les amenait au poste, une foule croissante d'habitants a décidé de prendre les choses en main. Ils ont pris d'assaut le bâtiment, ont traîné les criminels présumés - épargnant le chauffeur et le conducteur du bus - et ont procédé à leur lynchage, puis ont brûlé leurs corps, laissant des cadavres fumants et calcinés. Le spectacle a été filmé sur des vidéos de téléphones portables qui sont immédiatement devenues virales sur les réseaux sociaux.

L'incident a marqué le début d'un soulèvement national spontané et sans chef appelé *« Bwa Kale»*, qui signifie littéralement "bois pelé". Il fait référence à l'outil utilisé dans une forme sévère de châtiment corporel dans certaines maisons haïtiennes et reflète non seulement la volonté de ses participants d'identifier, d'attraper et de tuer les criminels violents qui ont longtemps terrorisé le pays avec des enlèvements, des extorsions et des meurtres, mais aussi d'employer les mêmes méthodes de violence horribles du gang criminel contre la population. En effet, c'est le spectacle qui prime, cherchant à semer la terreur dans le cœur de leurs bourreaux.

Le mouvement *Bwa Kale* est ancré dans l'iconographie et le zèle de la célèbre révolution haïtienne de 1791-1804, lorsque les esclaves de Saint Domingue ont vaincu leurs maîtres coloniaux, vaincu les empires français, britannique et espagnol et fondé la première république libre de l'hémisphère.

Bwa Kale rappelle également le phénomène dechoukaj (littéralement « déracinement »), la période suivant la chute du dictateur Jean Claude Duvalier, lorsque la population haïtienne exerça sa vengeance sur les sbires de l'ancien régime, connus sous le nom de Tonton Macoutes.

Plusieurs vidéos montrent que les groupes d'autodéfense ne tuent les membres présumés de gangs qu'après les avoir fouillés, trouvé des preuves (souvent des armes et des informations sur les téléphones portables), puis extorqué des aveux. Néanmoins, une méthode de justice aussi grossière peut facilement échouer contre un innocent. Cela se serait produit dans la province du Gros-Morne, où deux personnes ont été prises pour des membres de gangs et tuées.

Malgré les erreurs de cette forme de justice populaire, il est clair que le spectacle effrayant d'une multitude enragée engloutissant et envoyant des criminels armés à été efficace, car les enlèvements en Haïti seraient tombés à zéro depuis le début du mouvement, il y a deux semaines.

Les gens et la police

Jusqu'à l'incident du Canapé-Vert, la police était une force de combat largement inefficace, en proie à la corruption. Dans les quartiers montagnards aisés comme Pétionville, Thomassin et Laboule, des policiers qui ne sont pas en service travaillent au clair de lune en tant que sécurité privée pour protéger les habitants des gangs, facturant des prix exorbitants. Tim Schwartz, un anthropologue américain basé en Haïti, a décrit l'arrangement comme un « racket de protection classique ».

Une exception à ce phénomène est Jean Ernest Muscadin, commissaire du gouvernement de la commune de Miragoâne, dans la péninsule sud d'Haïti. Il a adopté une approche ironique du problème des gangs et maintient une grande notoriété dans le pays en tant que shérif sensé, qui a procédé à des exécutions sommaires de membres présumés de gangs.

L'autre figure éminente de la lutte contre le crime en Haïti est Jimmy Cherizier, l'ancien policier des forces spéciales qui dirige les Forces révolutionnaires de la famille G9 et alliés (FRG9), une alliance de comités de quartier armés anti-gangs (Comité de quartier) ou "brigades de vigilance". ." Alors que Muscadin n'a pas de message politique particulier, Cherizier a appelé au renversement de la bourgeoisie haïtienne et de ce qu'il appelle leur "système puant et pourri". Au lieu de "5% contrôlant 85% de la richesse de la nation", il appelle à un système où les ressources d'Haïti sont partagées par tous, ou " pour tout le monde".

Le mouvement Bwa Kale a forcé la police à secouer son apathie et à agir, renouvelant le soutien populaire à la force assiégée.

La semaine précédant le lynchage du Canapé Vert, les flics ont tué le chef de gang Maçon « Ti Makak » Silencieux et plusieurs de ses soldats, qui avaient terrorisé les zones majoritairement bourgeoises et bourgeoises de Laboule et Thomassin.

Le 30 avril, après plusieurs jours d'attaques de Bwa Kale contre des criminels, la PNH a annoncé qu'elle avait intensifié ses opérations dans plusieurs zones contrôlées par des gangs, notamment Village de Dieu et Grand Ravine. Village de Dieu est contrôlé par Johnson « Izo » André, chef du gang 5 Seconds. Kidnappeur et tueur vicieux, il est particulièrement détesté par la police pour son gang ayant tué quatre policiers lors d'une opération anti-gang ratée en mars 2021. La police a concentré ses efforts pour le déloger, et des rumeurs selon lesquelles Izo a été blessé par balle ont circulé, bien qu'elles restent non confirmées.

Grand Ravine est sous la coupe de Ti Lapli, chef de son propre réseau d'enlèvements. Avec Ti Gabriel de Cité Soleil, Vitel'Homme Innocent du gang Kraze Barye et les 400 Mawozo, ces groupes forment l'alliance criminelle G-Pèp.

Notamment, l'annonce de la police ne mentionnait pas le ciblage d'un quartier contrôlé par l'ennemi acharné du G-Pèp, le FRG9. Ironiquement, les États-Unis et leurs alliés ont désigné Cherizier comme le fléau d'Haïti, l'accusant à tort d'avoir perpétré une série de massacres, alors que les États-Unis d'alors, l'envoyé spécial en Haïti, Dan Foote, a appelé à « le traquer ».

Alors qu'une poignée d'experts d'élite ont exprimé leur dégoût à l'encontre de Bwa Kale contre la justice populaire, une forte majorité d'Haïtiens approuvent, soulignant le fait que les gangs ont utilisé les mêmes formes de terreur contre la population sans défense tandis que les forces de police anémiques ont été incapables de les combattre et la classe politique complice de leurs crimes.

Berthony Dupont, directeur de l'hebdomadaire *Haïti Liberté*, écrivait la semaine dernière : « Ce n'est pas sans raison que le système a combattu la rébellion d'un mouvement d'autodéfense né dans certains ghettos » tout en « alimentant un projet de banditisme » , des mercenaires criminels, des enlèvements et des assassinats.

En effet, Vitel'Homme a publiquement expliqué comment il avait fait ses débuts au sein du Secteur démocratique et populaire (SDP) d'André Michel, pilier central du gouvernement de facto du Premier ministre Ariel Henry.

Les forces de police haïtiennes ont longtemps été dépassées par les gangs armés d'armes de guerre modernes fabriquées aux États-Unis, y compris des fusils qui ont été utilisés en Irak. *«Soutenir la police»* est devenu un mantra des puissances étrangères, dirigées par les États-Unis, qui cherchent à intervenir militairement en Haïti. En effet, depuis 2010, les États-Unis ont dépensé au moins 380 millions de dollars pour former la police, y compris une unité SWAT anti-gang spécialisée au sein de la PNH. Ironiquement, c'est parmi la population que la police a trouvé ce soutien. Plusieurs vidéos montrent un public haïtien accompagnant des véhicules de police pour affronter des membres de gangs.

« La stratégie est simple », a écrit le journaliste Cyrus Sibert sur Twitter. "Augmenter la pression de la foule sur leur base pour les obliger à tirer, ce qui entraîne l'épuisement de leurs munitions. Et alors ils seront à la merci des unités d'élite de la Police Nationale d'Haïti.

Bwa Kale se répand dans tout le pays

Le phénomène Bwa Kale ne s'est pas limité à la capitale.

À Source Matelas, Cabaret, la police et les résidents ont tué au moins 5 membres de gangs. Quelques jours avant le déclenchement du soulèvement, des membres de gangs avaient massacré 30 personnes, dont 13 dans une maison unifamiliale et huit bébés. Des mois auparavant, des gangs avaient massacré 20 personnes.

Un membre de gang qui a admis avoir travaillé sous le défunt chef du gang de Canaan, Ti Jeff, a été tué et son corps brûlé.

Dans la vallée de l'Artibonite, des habitants du village de l'Estère ont accompagné la police alors qu'ils prenaient d'assaut le fief du gang *Kokorat San Ras*. Au moins une fois, un membre d'un gang a été tué dans une fusillade, et la police et les habitants ont incendié leurs maisons.

Exploiter le moment

Alors que le mouvement *Bwa Kale* prend de l'ampleur, le G-Pèp cherche à le renverser pour cibler Cherizier et le FRG9.

Le 26 avril, des membres du G-Pèp à Belair (qui est devenu le centre de kidnapping de Port-au-Prince) et Ruelle Maillart ont lancé de violentes attaques contre les quartiers du Bas-Delmas de Cherizier, déclenchant plusieurs jours d'affrontements armés entre les quartiers. Selon Cherizier, un homme a été tué et un autre blessé au combat. Ces gangs de Belair et de Ruelle Maillart terrorisent depuis longtemps les habitants de Delmas 2, 4 et 6, malgré les appels répétés de Cherizier à une trêve, comme Uncaptured Media et Haïti Liberté l'ont documenté dans la série documentaire 2022 Another Vision: Inside Haiti's Uprising.

Le 30 avril, Vitel'Homme, s'est plaint que le mouvement Bwa Kale ne vise pas la FRG9. « Au moment où ces gars-là disent qu'ils mènent l'opération *Bwa kale*, nous voyons que le G9 progresse, le G9 frappe beaucoup de territoires, le G9 gagne du terrain, nous ne voyons pas la police dire quoi que ce soit à ce sujet. »

Cet effort de propagande a trouvé un allié volontaire aux États-Unis.

Une vidéo du quartier de Brooklyn du bidonville de Cité Soleil, contrôlé par le chef de l'alliance criminelle G-Pèp Gabriel Jean-Pierre "Ti Gabriel", montre une manifestation demandant au gouvernement de cibler Cherizier.

Haiti Info Project, un compte Twitter géré par le producteur de radio californien Kevin Pina, a affirmé que la manifestation "fait partie d'un mouvement plus large des quartiers populaires qui défient désormais les gangs paramilitaires à travers le pays".

Cependant, comme me l'a dit un habitant de Brooklyn, cette manifestation n'aurait pas lieu sans la bénédiction du groupe criminel local. "Vous ne pouvez pas manifester sans l'approbation du gang du quartier", a-t-il déclaré.

La source, qui a requis l'anonymat, a ajouté que le mouvement Bwa Kale est autonome et ne fait pas de demandes au gouvernement comme le font les manifestants dans la vidéo. « Bwa Kale peut être considéré comme une manifestation à la machette à la recherche de gangs. Mais celle de la vidéo [Cité Soleil] est une manifestation pour demander au gouvernement d'agir. Le peuple Bwa Kale agit pour lui-même.

Les attaques du G-Pèp sur le bas Delmas combinées à sa manifestation orchestrée et non spontanée (et probablement financée par la bourgeoisie) de la plupart des enfants à Cité Soleil sont un cas classique du « voleur qui crie au voleur », comme le dit un proverbe créole. En effet, le mouvement Bwa Kale a jusqu'ici exclusivement ciblé les quartiers G-Pèp, puisque c'est la fédération des bandes criminelles.

A cette époque, les masses mobilisées considèrent les agents de la Police nationale d'Haïti (PNH) comme leur allié, et de nombreuses vidéos montrent des policiers casqués faisant du jogging avec des foules de Bwa Kale armés de machettes à la recherche de bandits.

Fait révélateur, Vitel'Homme a dû reconnaître cette réalité dans son message mi-plaignant mi-fanfaron du 30 avril. Il a amèrement reproché aux masses de ne pas viser le G9, tout en notant que « sans le G9, il n'y a pas de PNH. Sans la PNH, il n'y a pas de G9.

En effet, de nombreux flics haïtiens de base s'identifient et sympathisent avec le message révolutionnaire et l'agenda anti-criminalité de Cherizier. Le Premier ministre de facto Ariel Henry et les hauts gradés de la police veulent cependant toujours la tête de Cherizier, et il reste leur principale cible.

Consternation de l'élite

Alors que le mouvement anti-crime progresse, Henry a cherché à dissuader la population de prendre les choses en main. « *Nous comprenons que vous en avez marre. Mais ne laissez pas les mauvais plans vous laisser agir comme si vous étiez aux commandes. Gardez la tête froide, comme ils l'ont fait au Cap Haïtien, main dans la main, la police avec le peuple, ligotez tous les bandits et remettez-les aux tribunaux* », a-t-il déclaré dans une allocution publique.

Cependant, au Cap Haïtien, l'ancien candidat à la mairie et homme d'affaires Fritzgerald Vixamar a lancé un appel aux groupes de la diaspora pour financer l'achat de 100.000 machettes pour les groupes Bwa Kale.

Selon Cyrus Sibert, la classe dirigeante – dont de nombreux membres financent et contrôlent les gangs – craint que le mouvement Bwa Kale puisse les cibler. *« L'oligarchie et la [communauté] internationale n'aiment pas ce mouvement qui risque d'être révolutionnaire »*, écrit-il.

Alors que le phénomène Bwa Kale brûle, seul le temps dira si ses flammes atteignent la classe politique et financière derrière les gangs, ou si elles s'éteignent aussi vite qu'elles ont commencé.

Quelques mots…

Par André Charlier

La violence n'est jamais belle: elle consiste à faire souffrir
Mais il n'est pas normal qu'on écope d'une rafale de fusil d'assaut en allant au marché en plein jour
Il n'est pas normal qu'une jeune fille se fasse violer à répétition par des malandrins en allant gagner sa vie
Il n'est pas normal qu'on se fasse kidnapper et assassiner après avoir payé
Etsetera Rivyè Era
Pas normal
Pas supportable
Pas VIVABLE

BWAKALE !

Puisque le peuple est abandonné
Puisque personne ne s'occupe de lui
Puisqu'on lui interdit de vivre dans son pays

Il s'occupe enfin de lui-même

Koupe tèt boule kay
Bwakale !
NOUS SOMMES UNE
NANCHON CRÉÉE PAR DES SOLDATS

Décès du militant révolutionnaire Ben Dupuy !



Ben Dupuy

Par Kim Ives

2ème partie et fin

Le révolutionnaire Ben Dupuy dont sa vision et ses organisations ont radicalisé et formé une génération en Haïti tout comme dans la diaspora.

Le coup d'État du 30 septembre 1991 en Haïti a été un défi qui a testé et renforcé les organisations du réseau révolutionnaire de Ben Dupuy.

L'ambassadeur itinérant Dupuy revenait d'un voyage de sensibilisation en Scandinavie lorsque le coup d'État a frappé. Après une brève escale à New York, il s'envole rapidement pour Caracas, au Venezuela (alors dirigé par le président Carlos Andrès Perez), où il rencontre le président en exil Jean-Bertrand Aristide.

Le coup d'État sanglant et effronté des Forces armées d'Haïti (FAdH) contre la démocratie naissante d'Haïti et le jeune président extrêmement populaire avait choqué le monde. C'est le moment, dit Dupuy à Aristide, de former une armée de libération pour rétablir son gouvernement au pouvoir. Dupuy a déclaré qu'il pourrait élever des centaines, voire des milliers, de jeunes Haïtiens volontaires, à commencer par sa propre Assemblée nationale populaire (APN), qui pourraient être formés au Venezuela ou dans un autre pays. Aristide écoutait mais hésitait.

Ce serait le début d'une lutte de deux ans entre Dupuy et un secteur opposé du service extérieur et du cercle restreint d'Aristide, qui considérait la voie de la restauration, non comme une insurrection armée des montagnes et des bidonvilles d'Haïti contre l'armée putschiste, mais " trouver les bons leviers de pouvoir » à Washington, comme l'a dit l'ambassadeur d'Haïti aux États-Unis, Jean Casimir, lors d'un grand rassemblement d'activistes anti-coup d'État à Washington, DC en octobre 1991.

Dupuy était catégoriquement opposé au spectre d'une intervention militaire étrangère américaine en Haïti, qu'il a reconnu dès les premiers jours du coup d'État, avant tout autre diplomate haïtien, comme la fin probable des négociations avec Washington et ses institutions vassales agissant comme intermédiaires, l'Organisation de États américains (OEA) et l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'Union soviétique venait de s'effondrer et Dupuy considérait le "Nouvel Ordre Mondial" de Washington comme une bête sans contraintes ni scrupules.

Sa croisade virtuellement solitaire pour déjouer leur poussée interventionniste a été incarnée par une réunion au début de 1993 au cours de laquelle le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a reçu Aristide au siège de l'ONU à New York. Selon son récit, Dupuy s'est pratiquement forcé à la réunion où il s'est assis sans y être invité à table au milieu des autres diplomates visiblement mal à l'aise et du chef de l'État déchu.

"Qu'est-ce que vous voudriez qu'on fasse?" demanda placidement Boutros-Ghali à Aristide, selon Dupuy, qui regardait fixement de l'autre côté de la table. Peut-être troublé par la présence de Dupuy, Aristide a tourné autour du pot, selon le récit de Dupuy, et n'a pas demandé ce jour-là que l'ONU place Haïti sous ses pouvoirs du chapitre 7, où le Conseil de sécurité prend le contrôle d'un pays.

Cependant, Aristide a demandé l'intervention du Conseil de sécurité dans une lettre du 7 mai 1993 à Boutros Ghali et le 16 juin 1993, le Conseil de sécurité a placé Haïti sous le chapitre 7 avec sa résolution 841, signalant ainsi l'inévitabilité d'une invasion.

Comme Dupuy, Cuba, dans une lettre du 14 juin 1993 au Conseil, s'était vivement opposée à cette décision, « s'opposant avec la plus grande énergie à l'adoption par le Conseil de sécurité de mesures concernant la situation intérieure de ce pays » parce qu'elle créerait « un dangereux précédent qui s'inscrit dans la lignée de plusieurs tentatives antérieures de doter cet organe de pouvoirs et d'un mandat plus étendus que ceux accordés par la Charte."

"En demandant au Conseil de sécurité de se saisir du cas d'Haïti, Aristide a cédé son leadership et son contrôle sur les efforts de sa propre restauration à un organe international contrôlé par la nation même qui a participé au coup d'État qui l'a renversé", a écrit dans une déclaration du 26 juin de la Commission d'enquête d'Haïti sur le coup d'État du 30 septembre, basée à New York, qui était dirigée par l'ami proche et allié de Ben, Ramsey Clark, l'ancien procureur général des États-Unis. "Ayant usurpé le contrôle de la crise en Haïti, l'ONU et les États-Unis ont commencé à forcer Aristide dans un coin."

En réponse, le 23 juin 1993, Dupuy a démissionné de son poste d'ambassadeur itinérant d'Haïti avec une lettre ouverte à Aristide qui déclarait "sans prétendre être plus patriote que quiconque, je pense qu'il est extrêmement dangereux de mettre la souveraineté nationale du pays aux mains d'une organisation internationale dont la véritable défense des droits des peuples, voire son impartialité, peut légitimement être mise en doute à l'heure actuelle.

Pendant ce temps, Dupuy travaillait fébrilement sur bien d'autres fronts. En décembre 1991, la Commission d'Haïti, qui avait des cadres d'Haïti Progrès à sa tête, a envoyé la première grande délégation des droits de l'homme en Haïti après le coup d'État. Cette enquête dirigée par Ramsey Clark a été relatée dans le documentaire Killing the Dream de Crowing Rooster Arts de 1992, qui a été diffusé à l'échelle nationale en grande pompe sur le réseau PBS.

À l'intérieur d'Haïti, l'embargo international a bloqué l'importation d'Haïti Progrès. Le journal envoya donc dans le pays une imprimante portable qui produisit clandestinement une version locale du journal. À cette époque pré-Internet, les articles devaient être soit dictés par téléphone, soit envoyés par des communications de modem à modem, soit transmis par des liaisons radioamateurs, ce que Ben avait maîtrisé dans ses opérations clandestines sous les régimes Duvalier.

Les cadres de l'APN ont mené de nombreux actes de sabotage clandestins, comme l'abattage d'arbres à la scie à chaîne sur les routes entre Port-au-Prince et Pétionville pour empêcher le transport des soldats. Dupuy a également proposé à Aristide un largage aérien de tracts, qui a ensuite été réalisé par le pilote haïtien Frantz Gabriel, basé en ce temps-là à Poughkeepsie, et le militant pour la démocratie Patrick Élie.

Le réseau de Dupuy a entrepris de nombreuses autres opérations clandestines contre le coup d'État, mais le 19 septembre 1994, les troupes américaines ont finalement débarqué en Haïti, commençant une occupation militaire de six ans qui a été transférée à l'ONU en 1995.

Malgré les demandes du peuple, Washington n'a pas permis à Aristide de récupérer les trois années qu'il a passées en exil, et en 1996, son ancien allié René Préval est devenu chef de l'État. Haïti Progrès de Dupuy, APN, et son nouveau groupe de soutien basé aux États-Unis, le Réseau de soutien à Haïti (HSN), ont travaillé avec acharnement pour résister et dénoncer la campagne de privatisation des industries d'État d'Haïti menée par Préval.

En 1999, à l'approche des élections de l'an 2000, l'APN se transforme en Parti National Populaire (PPN). Ce n'était pas un parti électoral bourgeois traditionnel, mais suivait le modèle léniniste d'une « organisation de combat » de cadres disciplinés.

Pendant ce temps, le nouveau parti d'Aristide, la famille Lavalas, formé en 1996, a balayé les élections législatives et présidentielles de 2000, portant à nouveau Aristide au pouvoir le 7 février 2001. Les États-Unis, désormais dirigés par George W. Bush, ont immédiatement entamé une politique diplomatique et économique, et campagne politique pour renverser Aristide, et Dupuy avec le PPN est venu à sa défense.

L'une des fortes recommandations de Dupuy à Aristide était d'abandonner les relations avec Taiwan et de reconnaître la République populaire de Chine. A cette fin, Dupuy conduisit deux délégations en Chine pour envoyer des palpeurs et promouvoir le projet d'établir des relations, mais ce ne fut pas le cas.

Aristide a de nouveau été renversé lors d'un deuxième coup d'État le 29 février 2004. Ayant prévu cette éventualité, Dupuy avait formé des cadres sélectionnés du PPN pour des opérations clandestines, qu'ils ont menées avec succès lors du deuxième coup d'État.

Pendant ce temps, aux États-Unis et au Canada, Dupuy a dirigé une coalition qui a dirigé en 2005 et 2006 le Tribunal international sur Haïti, qui a tenu des audiences à Washington, DC, Boston, Miami et Montréal.

En 2006, plusieurs membres d'Haïti Progrès quittent le journal pour fonder Haïti Liberté. Suite au tremblement de terre de 2010 et à la facilitation par les États-Unis de l'élection de Michel Martelly, une scission s'est produite au sein du PPN et d'Haïti Progrès, entraînant l'éviction de Ben en 2011, ce qu'il a appelé le "coup d'État".

Dès 2012, il reprend contact avec ses anciens camarades d'Haïti Liberté et conseille régulièrement le journal sur sa ligne éditoriale et ses analyses. Il a fait plusieurs voyages à New York pour participer aux événements d'Haïti Liberté.

Au cours de la dernière décennie de sa vie, Ben Dupuy est devenu un incontournable du restaurant Tap Tap de Miami Beach, aux côtés de son vieil ami, chanteur et compositeur Manno Charlemagne, décédé en 2017.

Dupuy souffrait déjà d'emphysème et fin 2022, un médecin soupçonnait qu'il avait peut-être développé un cancer du poumon après avoir fumé des cigarettes Pall Mall non filtrées pendant toute une vie. Cependant, le médecin a déconseillé le traitement, citant l'âge et la fragilité de la santé de Ben.

Jusqu'à son entrée dans une maison de retraite de Miami Beach en août 2022, Ben a maintenu des contacts réguliers avec ses anciens camarades à New York et en Haïti.

Malgré la détérioration de son corps et une légère confusion et répétition, l'esprit de Ben est resté vif jusqu'à ses derniers jours. Alors que ses amis et sa famille visitaient son chevet, il conversait avec eux sur les événements mondiaux et les développements en Haïti.

Jusqu'à la fin, il a maintenu son approche intellectuelle méthodique, en s'appuyant sur les leçons qu'il avait apprises au cours de ses neuf décennies de vie.

Le dernier des sept frères et sœurs à mourir, il laisse dans le deuil ses quatre enfants - Frantz, Mike, Regine (Gigi) et Sarah - ainsi que sept petits-enfants et cinq arrière-petits-enfants.

Un mémorial pour célébrer sa vie aura lieu au Guarino Funeral Home à Brooklyn's Canarsie, NY le 3 juin de 11h à 14h.

D'autres mémoriaux sont prévus à Miami fin mai, à Haïti Liberté en juin, et plus tard en Haïti.

Mon âme se meurt!

Par DERA Emmanuella Nev

L'essence de ma vitalité se vide au rythme des cascades de cadavres qui ruent à travers Port-au-Prince... Je n'ai plus la force de crier. De toute façon cela ne m'a servi à rien. Personne ne m'entend. Je cherche désespérément un regard parmi mes semblables. Pas un seul.

Je regarde vers le Nord, la lumière s'éteint, embrassant le rythme des âmes qui se meurent, celles perdues dans l'oubli, de ces corps inertes qui pleuvent partout et des opprimés assiégés par le poids du silence.

Vers le sud, je n'ose point regarder la froideur pénétrante de ces yeux d'assassins dont la cruauté et la soif de sang ne connaissent point de rivales.

Tout autour de moi ma vue se perd sur un fleuve de sang de personnes innocentes.

Et je suis restée plantée au centre de ce désastre, démunie, sans voix, rongée par le deuil et la colère mais surtout paralysée par la peur.

J'ai entendu parler de droit et de liberté, j'en ai souvent rêvés...

Il n'y existe dit-on, aucun droit qui n'implique de devoir.

Cela dit, je me suis démenée pour me consacrer entièrement à mes devoirs allant de la tâche la plus insignifiante à mes responsabilités de citoyen, dans l'espoir de jouir ne serait-ce qu'une infirme partie de ces droits...

Cependant, certaines personnes, si je peux encore les appeler ainsi, se sont arrogées le droit de m'arracher le droit de vivre dans mon propre pays; comme si me voler mon sourire, mon présent et mon avenir, n'avait pas suffi...

On raconte qu'on naît libre, et que cette liberté nous revient de droit...

Je me demande bien, si oui ou non cela concerne aussi mes frères et moi...

Car si la Liberté peut se définir comme un pouvoir inaliénable de l'individu, droit qu'il a de disposer de sa personne, il serait temps de concevoir la possibilité de nous léguer le droit d'évoluer dans un climat de paix et de sécurité. Il serait temps de revoir les ultimatums imposés par les sans foi ni loi.

Cette liberté, dit-on, le premier des biens de l'homme, le plus sacré des droits d'ailleurs, devrait-elle connaître cette révulsante restriction qu'est l'assignation à résidence sans motifs valables, juste par peur de se faire tuer ou enlever ?

Ne me prenez pas pour une détraquée si je vous dis qu'un jour, j'espère la respirer, m'enivrer de son parfum, la sentir couler le long de mes veines...

Suis-je trop ambitieuse de penser que ce tout petit germe d'espoir n'est pas une chimère ?

Pensez- vous que je suis désespérée si je demande qu'on m'accorde ne serait-ce que le droit de me promener un peu sans courir le risque de ne plus revenir à la maison ?

Après tout, Si le droit à la santé, le droit à l'éducation, au loisir, m'ont été refusés ne serait-ce que dans l'ordre des choses que je veuille tout simplement récupérer ce droit ? Celui que j'estime fondamental mais duquel j'ai été déchue : le droit de rester en vie...

DERA Emmanuella Nev

ODYANS PIBLIK, VOTE POU BIDJÈ AK ELEKSYON DISTRI LEKÒL WESTBURY LAVIL NAN NORTH HEMPSTEAD ak HEMPSTEAD NASSAU KONTE WESTBURY, NEW YORK

AVI SA A BAY ke, dapre yon rezolisyon nan KOMISYON KONSÈY EDIKASYON NAN DISTRI LEKÒL WESTBURY, VIL NAN HEMPSTEAD AK NORTH HEMPSTEAD, NASSAU COUNTY ETA NEW YORK, adopte, 6 jiyè 2022, yon odyans piblik nan kalifye elektè nan Distri Lekòl Westbury, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan Oditoryòm nan Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York nan madi 2 mai 2023 a 7:30. PM (tan nòmal) pou yo revize bidjè yo pwopoze a ak pou tranzaksyon an nan biznis tankou otorize pa Lwa Edikasyon nan Eta New York. Nenpòt moun ki rete nan distri lekòl la ka resevwa yon kopi deklarasyon bidjè a, sou demann, apati 25 avril 2023 nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York.
AK PLIS AVI BAY ke, vòt yo ak eleksyon pa elektè yo ki anrejistre nan Distri Lekòl Westbury, Lavil Hempstead ak North Hempstead, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan zòn eleksyon yo dekri nan paragraf sa yo nan madi, 16 mai 2023 epi vòt la pral ant 6:00 AM ak 9:00 PM (tan nòmal) nan lekòl yo deziyen jan yo mansyone nan paragraf yo pou rezon sa yo:
Pou apwouve oswa dezapwouve bidjè yo pwopoze a (konplete oswa amande) nan depans estime pou ane kap vini la jan yo soumèt pa Komisyon Konsèy Edikasyon Westbury a, nan bi pou otorize prelve yon taks sou pwopriyete a peye taks sou li nan distri lekòl la pou depans yo estime pou ane fiskal la ki pral vini.

Pou apwouve oswa dezapwouve yon pwopozisyon pou amande limit kantite mil ki egziste deja pou Distri a transpòte elèv ki elijib ki ale nan yon lekòl piblik oswa yon lekòl ki pa piblik.

(c) Eleksyon de (2) manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an, chak pou yon tèm konplè twa (3) ane kòmanse, 1 jiyè 2023 epi ki fini 30 jen 2026. De (2) ofisyèl prezan yo se Robin L. Bolling ak Rodney A. Caines.

AK PLIS AVI BAY ke pwopozisyon sa a nan fòm sa a pral prezante bay elektè ki kalifye nan Distri a nan Reyinyon Anyèl Distri a:

Pwopozisyon #2- Pwopozisyon Transpò

WI NON

REZOUD: Komisyon Konsèy Edikasyon Distri Westbury ("Distri a") dwe otorize pou amande limit kantite mil ki egziste deja pou Distri a transpòte elèv ki elijib ki nan yon lekòl piblik oswa yon lekòl ki pa piblik.
Yo pral bay transpò jan sa yo sou depans distri a:
Pou elèv ki nan kindergaden, ki abite zewo mil oswa plis nan lekòl yo ale legalman.
Pou elèv ki nan Klas 1ye-5 yèm ane, ki abite omwen yon mwatye mil oswa plis nan lekòl yo ale legalman.
Pou elèv ki nan klas 6yèm-12yèm ane, ki abite omwen yon mil oswa plis de lekòl yo ale legalman.
AK PLIS AVI BAY, yo ka jwenn yon kopi bidjè a oswa deklarasyon an si yon moun k ap viv nan distri lekòl la mande li pandan lè biznis apati 25 avril 2023, eksepte samdi, dimanch oswa konje yo, nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock. Lane, Old Westbury, New York ak nan chak lekòl nan Distri a pandan 9:00 AM a 3:00 PM (tan nomòl) nan biwo direktè lekòl la nan chak nan lekòl ki anba a ak nan Westbury Memorial Public Library (bibliyotèk piblik la):
Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York
Westbury Middle School, 455 Rockland Street, Westbury, New York
Drexel Avenue School, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
Powells Lane School, 603 Powells Lane, Westbury, New York
Park Avenue School, 955 Park Avenue, Westbury, New York
Dryden Street, School, 545 Dryden Street, Westbury, New York
Westbury Memorial Public Library, 445 Jefferson Street, Westbury, New York
Westbury School District Website – www.westburyschools.org
AK PLIS AVI BAY ke, dapre Real Property Tax Law Section 495 (lwa sou taks sou pwopriyete), yon rapò egzanpsyon detaye egzanpsyon nan taksasyon pwopriyete reyèl dwe disponib epi ajoute nan nenpòt ki pwovizwa, preliminè oswa bidjè final.

AK PLIS AVI BAY ke, petisyon ki gen omwen vennsenk (25) siyati nan elektè yo ki kalifye kandida nominasyon pou biwo a nan Manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an dwe depoze nan Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 5:00 PM (tan nòmal) pa pita pase lendi 17 avril 2023; petisyon sa yo dwe endike tou non ak adrès chak siyatè, e dwe endike non ak adrès kandida a.
AK PLIS AVI BAY ke, aplikasyon pou bilten vòt pa korespondans yo ka aplike pou nan Bilding Administrasyon an pandan lè biznis yo lendi jiska vandredi, eksepte jou konje oswa sou sit entènèt UFSD Westbury. Si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs ba elektè yo, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ou ranpli, pa pita ke 9 mai 2023. Si Biwo Grefye Distri a dwe delivre pèsonèlman elektè a nan bilten vòt la, se Grefye Distri a ki dwe ranpli aplikasyon an pa pita ke lendi 15 mai 2023. Grefye Distri a dwe resevwa bilten vòt pa korespondans pa pita ke 5:00 PM (tan nòmal) nan madi, 16 mai 2023.
Yon lis tout moun ki dwe resevwa bilten vòt absan yo ap disponib nan Biwo Grefye a nan Distri a pandan lè travay lekòl la nan chak nan senk (5) jou yo anvan jou eleksyon an, eksepte dimanch, ak nan samdi, 13 mai 2023 ant 9:00 AM ak l2:00 PM ak nan biwo vòt yo nan jou eleksyon an. Nenpòt ki elektè ki kalifye ki prezan nan biwo vòt la kapab fè objeksyon pou vote bilten vòt la sou rezon ki apwopriye pou fè defi li yo ak rezon ki fè sa nan yon Enspektè Eleksyon anvan fen biwo vòt yo.
Distri a te divize zòn eleksyon yo jan sa a:
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 konsiste de tout zòn ki sitiye ant lès nan Post Road ak Post Avenue, nan sid ak nan lwès North Hempstead la - Oyster Bay Town Line, nan nò jiska Brush Hollow Road, Union Avenue rive School Street nan Old Country Road ak nan nò Old Country. Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 ROCKLAND STREET, WESTBURY, NEW YORK.
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 konsiste de tout zòn ki sitiye nan lwès Post Avenue, Westbury ak Post Road, Old Westbury, lès nan Ellison Avenue ak nan nò Old Country Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DREXEL SCHOOL, 161 DREXEL AVENUE, WESTBURY, NEW YORK.
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil North Hempstead, ki chita lès nan School Street ant Long Island Railroad ak Union Avenue ak Brush Hollow Road; tou sa chita ant Grand Boulevard ak fwontyè a lès nan distri a, nan nò Old Country Road ak nan sid Long Island Railroad la. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan PARK SCHOOL, 955 PARK AVENUE EAST, WESTBURY, NEW YORK.
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil nan North Hempstead, ki chita nan sid Long Island Railroad e nan nò Old Country Road, lès nan School Street ak limite nan nòdès la pa Grand Boulevard. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DRYDEN SCHOOL, 545 DRYDEN STREET, WESTBURY, NEW YORK.
AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki pa anrejistre pou vote kounye a ka aplike pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org pou resevwa yon aplikasyon pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a pou Reyinyon Anyèl la 16 mai 2023. Votè ki nan Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon enskripsyon an pa lapòs, pa faks oswa pa lapòs elektwonik (imèl). Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou enskri a pa pi ta pase 5:00 PM nan 20 avril 2023. Rejis elektè yo prepare ak depoze nan biwo grefye distri a dwe enkli non tout elektè militè ki soumèt yon enskripsyon elektè ki valab. Yon elektè militè vle di yon elektè kalifye nan Eta New York ki nan sèvis militè aktyèl e ap, konsa, absan nan Distri a kote li kalifye pou vote nan jou enskripsyon an oswa eleksyon an oswa revoke/mete deyò nan sèvis militè nan 30 jou nan yon eleksyon oswa yon mari oswa madanm, paran, pitit oswa depandan votè nan militè si yon elektè kalifye nan Eta New York ak yon okipan nan distri lekòl la kòm vote nan militè yo, oswa pèsonèl militè k ap viv sou yon lakou militè nan yon distri lekòl nan Eta New York pou yon peryòd 30 jou imedyatman anvan eleksyon an.
AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki kalifye pou votè nan Distri a ka jwenn yon aplikasyon pou yon bilten militè lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou yon bilten militè pa pita ke 5:00 PM nan 20 avril 2023. Votè Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon pou yon bilten militè ak bilten militè a pa lapòs, pa faks oswa imèl. Yo pral voye bilten vòt militè yo pa lapòs oswa distribiye otreman pa pita pase 21 avril 2023. Grefye Distri a dwe resevwa bilten militè yo (1) anvan yo fèmen biwo vòt yo nan jou eleksyon an epi ki montre yon mak anilasyon nan sèvis lapòs Etazini oswa nan sèvis lapòs yon peyi etranje, oswa ki montre yon otorizasyon dat pou yon lòt ajans nan Gouvènman Etazini/ Ameriken oswa (2) pa 5:00 PM nan jou eleksyon an epi siyen epi gen date pa votè militè yo ak yon temwen ladan yo, ak yon dat ki detèmine yo dwe pa pita pase jou a anvan eleksyon an. Yon lis tout moun ki gen bilten militè yo te bay yo ap disponib pou enspeksyon nan elektè yo ki kalifye nan Distri a nan Biwo Grefye Distri a pandan lè biwo a ant 9:00 am a 4:00 pm, tan dominan, jouk jou eleksyon Distri Lekòl la ak Vòt la.

AVI SOU ENSKRIPSYON
AK PLIS AVI BAY ke; enskripsyon pèsonèl votè yo egzije swa dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon oswa dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an (Lwa sou Edikasyon yo). Si yon elektè anrejistre anvan dapre Seksyon 2014 Lwa sou Edikasyon an epi li te vote nan yon Reyinyon Distri Anyèl oswa Espesyal (eleksyon) ki te fèt pandan kat (4) ane kalandriye anvan yo, li kalifye pou vote nan eleksyon sa a; si yon elektè anrejistre epi kalifye pou vote dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an, li kalifye tou pou li vote nan eleksyon sa a. Tout lòt moun ki vle vote dwe enskri.
Okipan ki kalifye nan Distri a ap pèmèt yo enskri pou reyinyon distri lekòl yo ak eleksyon nan Biwo Grefye Distri a, ki nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 12:00 PM epi ant 2:00 PM ak 4:00 PM nan mèkredi lè lekòl la louvri kòmanse ak premye jou prezans elèv yo nan mwa septanm nan epi ki fini ak dènye jou prezans elèv yo nan mwa jen, ak ant 9:00 AM a 1:00 PM nan jou biznis regilye pandan mwa jiyè ak out. Dat final la pou enskri pou Reyinyon Anyèl la sou 16 mai 2023 se jedi 11 mai 2023 ant 9:00 am ak 12:00 pm epi ant 2:00 pm ak 4:00 pm.
Komisyon Konsèy Enskripsyon an ap rankontre, avèk Grefye Distri a, nan jedi 11 mai 2023 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo enskri tout elektè yo ki kalifye nan Distri a dapre sa a. Seksyon 2014 nan Lwa sou Edikasyon, yo ajoute nenpòt non adisyonèl nan Rejis la yo dwe itilize nan eleksyon an deja mansyone, nan ki tan nenpòt moun ki pral pèmèt li gen non li oswa li mete sou Rejis la, si nan reyinyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a yo rekonèt li oswa pwouve nan satisfaksyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a pèmèt yo vote nan eleksyon an enskri a prepare, nan kote sa yo:
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 WESTBURY SCHOOL SCHOOL
455 Rockland Street, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 DREXEL AVENUE SCHOOL
161 Drexel Avenue, Westbury, New York

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 PARK AVENUE SCHOOL
955 Park Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 DRYDEN STREET SCHOOL
545 Dryden Street, Westbury, New York
Touswit apre yo finn enskri a, yo dwe depoze li nan Biwo Grefye Distri a, kote nenpòt elektè ki kalifye pou Distri a dwe enspekte li ant 9:00 AM ak 3:00 PM (tan nòmal) sou chak nan senk (5) jou yo anvan jou a etabli pou Reyinyon Anyèl eksepte dimanch ak samdi, 13 mai 2023 ant 9:00 AM ak 12:00 PM ak nan biwo vòt la(yo) nan jou eleksyon an.
AK PLIS AVI BAY ke, dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon Eta New York, Komisyon Enskripsyon an ak Grefye Distri a pral rankontre nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 Rockland Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 1 jan sa eksplike deja) ak DREXEL AVENUE SCHOOL, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 2 jan sa eksplike deja) ak PARK AVENUE SCHOOL, 955 Park Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 3 jan sa eksplike deja) ak DRYDEN STREET SCHOOL, 545 Dryden Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 4 jan sa eksplike deja) sou 11 mai 2023 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo prepare ENSKRI Distri Lekòl la pou reyinyon yo ak eleksyon ki te fèt apre Reyinyon Anyèl la ki te fèt nan 16 mai 2023.
AK PLIS AVI BAY ke, dapre yon règ adopte pa Komisyon Konsèy Edikasyon an dapre Seksyon 2035 ak 2008 nan Lwa sou Edikasyon nan Eta New York, nenpòt referandann oswa pwopozisyon yo pou amande/chanje bidjè a oswa otreman yo dwe soumèt pou vote nan eleksyon sa yo, ki pa lalwa egzije yo dwe enkli nan avi legal la pou vòt la, yo dwe depoze nan Komisyon Konsèy Edikasyon an nan Bilding Administrasyon, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York sou oswa avan 17 avril 2023 a 5:00 pm (tan nòmal), yo dwe tape oswa enprime nan lang angle, yo dwe dirije nan Biwo Grefye Distri a, yo dwe siyen pa omwen vennsenk (25) elektè kalifye nan Distri a; e dwe mete non chak moun ki siyen. Nenpòt pwopozisyon kapab refize pa Komisyon Konsèy Edikasyon an si bi pou pwopozisyon se pa nan pouvwa votè yo, oswa ki kote depans la nan lajan an egzije nan pwopozisyon, si pwopozisyon a echwe epi pa enkli ladan espesifik afektasyon ki nesesè.
KALIFIKASYON POU VOTE NAN NENPÒT REYINYON NAN DISTRI LEKÒL LA
A. Yon moun dwe sitwayen Etazini.
B. Dizwit an oswa plis.
C. Dwe ap viv nan distri a pou yon peryòd trant jou oswa plis pou eleksyon kap vini
an kote li pral vote.
D. Dwe anrejistre pou vote nan Nassau County oswa nan Eleksyon Lekòl yo.

Beverley Cathnott
Grefye Distri a
Komisyon Konsèy Edikasyon
Westbury Union Free School District
Towns of Hempstead and North Hempstead
County of Nassau
Westbury, New York

Premye me travayè yo mande 2,500.00 goud



Komemorasyon premye me

Nan okazyon fèt agrikilti ak travay la an Ayiti, ki se jounen entènasyonal tout travayè sou latè, ouvriye ayisyen yo pat manke mache nan lari Pòtoprens pou komemore jounen sa a.

Se devan Pak Endistriyèl Metwopoliten (Sonapi), defile travayè yo te konmanse. Yo mache sou wout Ayewopò pou rive jouk nan Delmas 30

Travayè te tou pwofite fè pase revandikasyon yo kote yo fè konnen : yo pa kapab ankò, yo pa kab kenbe ak salè mizè 685.00 goud. Se nan sans sa a ouvriye yo te leve vwa yo pou yo mande Leta a ogmante salè minimòm lan omwen 2500 goud, pètèt sa te kab pèmèt yo siviv.

Ouvriye yo pat manke mande bonjan kondisyon pou moun viv tankou moun, bonjan sekirite nan peyi a : Aba Kidnapin ! Aba ensekirite !

Lapolis te arete jounalis Esaüe César alias "Tijan"

Jou madi 2 me 2023 a, lapolis te met men sou yon jounalis ki konn patisipe ak Luko Desir nan emisyon Maten Deba ki fèt sou Radyo Tele Eklè. Selon sa lapolis fè konnen yo te gen manda pou yo arete Ezayi Seza nenpòt kote yo jwenn li. Pou yon rezon, polisye yo pat kenbe misye pou lontan. N ap siyale jounalis Ezayi Seza se yon ansyen polisye tou.



Jounalis Ezayi Seza

Dappiyanp

Tout pwòp yo
Se dappiyanp
Mache pran
Mache piye
Tout sa ki pa pou yo.

Yo toupatou
Tankou chen fou
Chen anraje.
Nan tout raje
Y ap krazebrize
Etazinize
Kolonize

Zwazo sa yo
Se zwazo mechan
Ki viv anba dlo
Nan lespas sèlman
Sou latè
Kote yo debake
Se gatesa
Zèb lavi
Sispann pouse la
Kote yo pile
Se peripesi
Se detripe lespwa
Pou Lespwa sispann
Donnen !

Depi m ti katkat
M ap tande
Merinkò meriken
Se koken se reken
Tout pwòp yo
Se devore
Pakanpak
Met lapat
Sou sa ki pa pou yo

An 1915
Yo monte
Ak tout bòt
Ak tout kepi
Sou povant Ayiti
Kako te desann yo
Pyè Sili
Chalmay Peral
Benwa Batravil
Te tire sou yo

An 1994
Yo te venmil konsa
Sou pye palmis nou
Pye kokoye nou
Nan tout lizyè nou
Ak peyi nou
Anba grif yo
Ak kilti nou
Nan pwent bèk yo
Lavalaseman

Malfini yo desann
Kè pòpòz
Poze kè poze
Yo pote siwo
Yo pote simo
Yo pote diri
IRI-NDI
Pou laboujwazi bati
Sitadèl yo pi wo
Sou do pèp
Ayisyen.

2004 menm
Yo retounen
Lafrans kèkontan
Kanada pakapala
Meriken pongongon
Tonbe kalonnen
Tankou kodenn gran baskou
Lanavaz se vaz nou
Lanavaz se baz nou
Nan jwèt sila a
Si n chita bèkèkè
De bra balanse
Ap jebede kalewès
Yon jou n a tande :
Ayiti se zetwal nou
Ayiti se zile nou!

Berthony Dupont

Lapriyè Boukmann

Bondye ki fè solèy
Ki klere nou anwo
Ki soulve lanmè
Ki fè gwonde loraj
Bondye sila a lèzòt tande
Ki kache nan nyaj
L ap gade nou
Epi li wè tout sa blan fè
Bondye,
Blan mande krim,
Noumenm
Nou vle byenfè
Men Granmèt la ki si bon
Odonnen nou vanjans
Li va kondi bra nou
Li va ban nou lasistans
Pou jete pòtre bondye blan yo
Ki swaf dlo nan je nou
Koute lalibète k ap pale
Nan kè nou tout.

Boukmann, 23 out 1791

Nou se travayè

Nou se *larivyè*
Ki pap janmen teri
Nou se yon solèy
Ki pap janmen kouche
Nou se yon *flanm dife*
Ki pap janmen etenn
Nou se yon *loray*
Ki pap sispann gwonde

Nou se *travayè*
Nou bati *bèl* kay
Nou rete nan kay *pay*
Se nou ki fè kabann
Men nou dòmi sou nat
Sou matla *lajwisans*
Pwofitè ap wonfle
Noumenm *pòv* travayè
Tou swe, tou bouke
N ap trennen lan *mizè*.
Nou se travayè.

Paske nou se travayè
Lespwa n *gwosè latè*
E nan priyè *jouda* yo
Se nou kab di amèn!

Tony Leroy

La faim et le système carcéral de l'impérialisme américain en Haïti !



Les prisons construites par les États-Unis comprennent Fort Liberté pour un coût pouvant atteindre 8 millions de dollars

Par James Patrick Jordan

Imposer des coups d'État, forcer de fausses élections, refuser des demandes d'asile et kidnapper un président ne sont pas une subjugation suffisante pour que les États-Unis s'en prennent à Haïti. Les prisons construites aux États-Unis sont un piège mortel pour des milliers de personnes dans ce pays.

Trois prisonniers de la prison construite par les États-Unis à Petit-Goâve, en Haïti, sont morts de faim entre le 23 août et le 27 septembre 2022. Le site Internet Haïti Libre rapporte : « *… l'un des prisonniers décédés était de Léogâne emprisonné pour avoir volé un fil électrique et … [un autre] de la 5e section communale de Petit-Goâve, purgeait une peine de prison pour avoir volé un coq.* »

La grande majorité des personnes emprisonnées à Petit-Goâve et dans tout le système pénitentiaire haïtien n'ont pas encore été jugées et condamnées pour un crime. En effet, sur une population carcérale de 11 580 personnes en mai 2021, seules 2 071 avaient été condamnées. À travers Haïti, on estime que 80 à 100 prisonniers sont morts de malnutrition et de manque de soins médicaux dans tout le pays l'année dernière.

Déportés américains dans les prisons haïtiennes. (Photo : Jacob Kushner/ Centre du Wisconsin pour le journalisme d'investigation)

Les États-Unis ont financé la construction de quatre prisons en Haïti depuis 2013. Cependant, compte tenu de leur influence dominante et de leur financement sur la Police nationale haïtienne et son système pénitentiaire, les États-Unis portent la responsabilité des conditions déplorables qui caractérisent toutes les prisons haïtiennes aujourd'hui. Outre Petit-Goâve, les prisons construites par les États-Unis comprennent Fort Liberté pour un coût pouvant atteindre 8 millions de dollars, Hinche, pour 1,34 million de dollars, et Cabaret, qui, avec Petit-Goâve, a coûté entre 5 et 10 millions de dollars. Avec 83% des incarcérés en attente de procès qui viennent rarement et des personnes perdues dans des cellules surpeuplées pendant des années, même l'infraction la plus mineure peut être de facto une condamnation à mort.

Il n'est pas surprenant que les prisons d'Haïti soient liées à l'impérialisme pénitentiaire américain, à la propagation du modèle américain d'incarcération de masse dans les pays du Sud. Le financement de l'implication des États-Unis dans les systèmes pénitentiaires étrangers est principalement acheminé par l'INL. Le Bureau de l'application de la loi internationale sur les stupéfiants (INL) du Département d'État des États-Unis a des programmes qui fournissent une contribution et une surveillance directes à la police et aux systèmes pénitentiaires nationaux, y compris l'intégration du personnel de l'INL dans certains cas. L'INL est la principale source de financement, même lorsque les États-Unis sont impliqués dans des prisons dans des endroits comme l'Arabie saoudite, qui, selon le Département d'État, ne joue aucun rôle majeur dans le trafic de stupéfiants.

Bien que les modèles d'abus que nous voyons ne soient que trop typiques, les niveaux auxquels ils se produisent en Haïti sont choquants. En Haïti, comme dans d'autres pays, la construction de prisons est justifiée par des préoccupations humanitaires et la réduction de la surpopulation. Pourtant, à maintes reprises, nous constatons que la construction de plus de prisons ne fait qu'aggraver la surpopulation, aggraver les conditions et augmenter le nombre d'arrestations à motivation politique. L'impérialisme pénitentiaire moderne a commencé en 2000, avec un accord entre les gouvernements américain et colombien pour restructurer l'ensemble de leur système sur un modèle américain. Dans la foulée, l'emprisonnement politique a atteint les niveaux les plus élevés des Amériques et la surpopulation a augmenté au lieu d'être atténuée. Dans tout le système, le déni d'accès à l'eau potable, à une nourriture suffisante et de qualité décente et aux soins de santé de base était endémique.

Néanmoins, la misère en prison peut être lucrative pour certains. Quelqu'un doit construire ces prisons - et ces personnes sont rarement, voire jamais, de véritables entreprises ou travailleurs haïtiens. Parmi ceux qui profitent de la construction de prisons américaines en Haïti se trouve la société Hollingsworth Pack, dont le siège est à Williamsburg, en Virginie, et des bureaux à Austin et à San Antonio, au Texas, et à Copenhague, au Danemark. La société a conçu trois des quatre prisons construites en Haïti depuis 2013, ainsi que trois postes de police et une académie de police. L'entreprise est particulièrement fière de réduire les coûts et de limiter les dépenses :

Concernant Fort Liberté : *« Grâce à un effort de coopération avec les membres de l'équipe locale dirigée par l'architecte local Eduardo Castellon, le personnel local de l'INL et l'équipe basée aux États-Unis de Hollingsworth Pack, la conception a été affinée pour réduire les coûts tout en fournissant les fonctions de base requises. »*

Et Cabaret : « La prison est conçue avec un budget très restrictif. Le budget cible initial était de 16 000 $ par lit, soit un coût total de construction hors site inférieur à 5 000 000 $. Grâce à un e ort de coopération avec les membres de l'équipe locale dirigée par l'architecte Eduardo Castellon, le personnel local de l'INL et l'équipe basée aux États-Unis de Hollingsworth Pack, la conception a été affinée pour réduire les coûts tout en fournissant les fonctions de base requises.

Et Goâve, où les trois détenus sont morts l'an dernier de faim : *"Complexe de haute sécurité sur un budget…."*

Hollingsworth Pack participe à bien plus que la construction de prisons en Haïti. Par exemple, il a construit la prison de Niamey au Niger, connue pour ses incarcérations politiques et ses conditions misérables qui sembleraient trop familières aux détenus des prisons haïtiennes. Le Département d'État note que « Les prisons de Niamey et de Diffa étaient conçues pour accueillir respectivement 445 et 100 personnes, mais en 2020 détenaient respectivement 1 451 et 432 détenus…. Des décès en prison se produisaient régulièrement, certains dus au paludisme, à la méningite, à la tuberculose et au COVID-19, mais aucune statistique n'était disponible. De fortes pluies et des crues soudaines ont exacerbé une épidémie de choléra à l'échelle nationale soupçonnée d'avoir causé un certain nombre de décès en prison.

Haïti est un excellent exemple du cercle sans fin de la misère et du profit caractérisé par le complexe militaro-policier-prisonnier-caritatif-industriel. En ce qui concerne la faim dans les prisons haïtiennes construites par les États-Unis, le rôle joué par l'industrie caritative a une ironie particulière. Il convient de rappeler qu'au cours des années 1980, Haïti a pu subvenir à la plupart de ses propres besoins nutritionnels. Cependant, le gouvernement américain a inondé Haïti de riz caritatif, provenant d'agriculteurs américains subventionnés, paralysant l'agriculture haïtienne et forçant le pays à devenir dépendant.

Avance rapide jusqu'à aujourd'hui. Health Through Walls est la principale ONG qui demande notre contribution pour aider à fournir de la nourriture et des soins médicaux aux prisons haïtiennes. Parmi ses principaux bailleurs de fonds figurent l'INL, l'organisation même la plus responsable de la construction des prisons et du financement et de la direction de la police en Haïti, et l'American Correctional Association (ACA), qui accrédite les prisons du monde entier. Le président de Health Through Walls est le Dr John P. May, MD, qui *« … est président du Comité international des services correctionnels de l'American Correctional Association »*. L'ACA reçoit des fonds des États-Unis ainsi que de l'Arabie saoudite et d'autres gouvernements. (Selon un rapport de la sénatrice Elizabeth Warren, « *L'ACA a également reçu des fonds de gouvernements étrangers pour l'accréditation et la formation en dehors des États-Unis. En fait, deux de ses principaux clients sont le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui ont respectivement payé l'ACA plus de 300 000 $ et 150 000 $ combinés au cours des cinq dernières années.* »)

C'est l'ACA qui, après le renversement parrainé par les États-Unis du président haïtien Jean Bertrand Aristide, *« … a aidé l'administration pénitentiaire nationale d'Haïti… pendant une période d'instabilité politique en 2004….* » Les premiers pas d'ACA vers l'aide au système correctionnel haïtien ont commencé… dans un programme du gouvernement américain qui impliquait des professionnels correctionnels américains travaillant en Haïti.



La prison civile des femmes de Cabaret

La réalité est que les États-Unis ont dépensé des millions pour financer des invasions, des occupations, la militarisation de la police, la surveillance et la construction de prisons en Haïti et dans le monde entier. Juste en octobre 2022, les États-Unis et l'Aviation royale canadienne ont expédié des véhicules blindés et tactiques à la Police nationale d'Haïti. Les États-Unis construisent prison après prison dans pays après pays, justifiés par des promesses d'amélioration des conditions ; mais la population carcérale ne cesse d'augmenter et les conditions de détention ne cessent de s'effondrer, créant le cercle vicieux des appels à davantage de constructions de prisons pour réduire la surpopulation, pour ensuite voir la surpopulation s'aggraver. Si cela ne suffit pas, l'administration Biden envisage d'envoyer des détenus haïtiens à Guantánamo.

Au-delà de l'horreur de la famine, comment sont les conditions carcérales en Haïti ? Un rapport du département d'État de 2022 indique que : *« Le DAP [Département de l'administration pénitentiaire] a signalé que la plupart des détenus ne prenaient pas deux repas par jour…. 83 prisonniers sont morts entre janvier et septembre. La plupart des décès ont été causés par la famine et les mauvaises conditions de vie.*

Les soins médicaux aux détenus étaient assurés presque exclusivement par l'ONG Health Through Walls…. Les soins médicaux étaient insuffisants pour arrêter la propagation d'infections telles que la tuberculose ou la gale. Une épidémie de choléra qui a débuté en septembre était particulièrement dangereuse….

Les détenus de nombreuses prisons et centres de détention, dont le Pénitencier National de Port-au-Prince, n'avaient pas un accès régulier aux installations sanitaires et devaient se soulager dans des sacs en plastique qu'ils devaient acheter….

Dans certains cas, les détenus ont passé des années en détention sans comparaître devant un juge. Selon les estimations de septembre du BINUH, 83 % des détenus étaient en détention provisoire illégale… ».

Henry Shuldiner, écrivant pour Insight Crime, rapporte que « *les prisons surpeuplées ont aggravé la pénurie alimentaire. Les personnes arrêtées sont régulièrement emprisonnées pendant plusieurs années avant d'être jugées. Ils sont « susceptibles d'être perdus dans le système, d'être détenus sans dossier d'aucune sorte pour signaler leur présence en prison* », selon le Réseau national de défense des droits de l'homme.…

En mai 2021, la population carcérale d'Haïti était d'environ 11 580, avec seulement 2 071 prisonniers condamnés pour des crimes, selon le mémoire soumis au HCR… Les prisons détiennent plus de trois fois leur capacité prévue.

Compte tenu de leur rôle dans la création de ces conditions, les États-Unis devraient en être bien conscients ; pourtant, il continue de déporter des réfugiés haïtiens, où à leur arrivée, beaucoup sont immédiatement incarcérés. Entre septembre 2021 et 2022, l'administration Biden a expulsé plus de 20 000 Haïtiens.

Shuldiner nous dit également : « *Récemment, le gouvernement haïtien a de plus en plus détenu des criminels expulsés des États-Unis à leur arrivée en Haïti. La police haïtienne a exigé des milliers de dollars des familles des prisonniers pour leur libération….*

Patrick Julney, qui vit aux États-Unis depuis qu'il est tout petit, est l'un de ces prisonniers. Il a été expulsé vers Haïti en juin 2022 et après son arrivée, les gardes ont exigé 6 000 dollars de sa femme pour sa libération, selon le site d'information local NorthJersey.com. Au 17 septembre, Julney est toujours détenu au pénitencier national de Port-au-Prince.

Un article publié dans The Nation par Tanvi Misra donne plus de détails sur l'affaire : *«Avec environ 40 hommes entassés dans le petit espace, il n'avait pas de place pour s'allonger. Les hommes partageaient une toilette qui manquait de plomberie adéquate. Certains d'entre eux déféquaient dans des sacs en plastique et les jetaient par la fenêtre, directement dans la cour. L'endroit puait les égouts et les déchets humains et grouillait de rats et d'insectes. L'eau potable était sale et rendait Julney malade. Son corps a éclaté avec des bosses et des éruptions cutanées, et ses pieds ont enflé à*

suite à la page(16)

Hypothétique retour des Casques bleus à Port-au-Prince !



L'Administration américaine plaide en faveur du débarquement des Casques bleus sur le territoire pour aider les forces de sécurité haïtienne à combattre les gangs

Par Catherine Charlemagne

Décidément, Haïti est devenu une vraie patate chaude pour les grandes puissances dites « amies d'Haïti », notamment les Etats-Unis d'Amérique, cherchant une porte de sortie dans la crise qui ronge le pays. L'envoi des Casques bleus dans ce pays, c'est le bruit qui court à travers les instances internationales en attendant des débats intenses à l'ONU sur le sujet. Après maintes tentatives auprès de la quasi-totalité de ses alliés du continent et du sous-continent américain, Washington semble perdre tout espoir de les rallier à une intervention militaire directe à Port-au-Prince faisant suite à la demande des autorités haïtiennes. Le Canada qui n'avait rien demandé, pourtant un temps désigné par son puissant et encombrant ami de l'autre côté du lac Michigan pour conduire cette expédition armée contre les gangs qui contrôlent le pays, a dû, au fur et à mesure, se convaincre qu'il n'y arrivera point ni tout seul ni avec l'aide d'autres Etats de la région.

Même si les députés du Parlement centraméricain (PARLACEN), qui regroupe : Guatemala, Honduras, Salvador, Nicaragua, République dominicaine, Panama dont le siège se situe à Guatemala City, ont exigé lors de leur Assemblée plénière ordinaire début avril 2023, des organisations internationales, entre autres (ONU, OEA, OIM et même l'Union européenne) une intervention « rapide, sûre et active » en Haïti afin d'aider le gouvernement de ce pays à sortir de la spirale de l'insécurité et de la violence. Ottawa a pris conscience de cet échec surtout après la tentative sans succès et oh combien intéressée de la Jamaïque qui présidait dans le cadre de la présidence tournante la CARICOM de persuader les Etats membres de la nécessité d'intervenir militairement en Haïti. Mais, résolue à ne pas perdre la face, l'Administration de Joe Biden entend continuer à chercher d'autres moyens en vue de donner satisfaction aux dirigeants de son « Pré-carré » d'Haïti se trouvant dans de grandes difficultés sociopolitiques depuis leur arrivée au pouvoir à Port-au-Prince à la suite de l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021.

Alors, profitant de son voyage au pays d'Erable (Canada), le Président américain, a tenté de relancer le dossier avec son ami le Premier ministre Justin Trudeau, en évoquant une hypothétique mission des casques bleus de l'ONU en Haïti en lieu et place d'une intervention militaire classique des Etats-Unis et ses alliés. Comme l'a souligné le quotidien *Le National* du 28 mars 2023 dans un article faisant le compte rendu du 28e Sommet Ibéro-américain en République Dominicaine « *L'Oncle Sam est plutôt favorable au déploiement des Casques bleus en Haïti. Face à l'échec de la démarche relative au déploiement d'une force multinationale en Haïti, l'Administration américaine plaide en faveur du débarquement des Casques bleus sur le territoire pour aider les forces de sécurité haïtienne à combattre les gangs* », écrivait le journal, tandis que le Président dominicain, Luis Abinader, demande à pacifier son voisin. «*La seule façon d'agir avec Haïti, c'est de pacifier Haïti. Si vous voulez aider Haïti, vous devez aller pacifier Haïti, ce n'est pas avec d'autres discours, c'est ainsi*», déclarait-il.

Alors que Galves Robles, chef de l'Etat du Costa Rica, appelle les *« Nations-Unies à apporter une réponse immédiate aux demandes de ramener Haïti sous contrôle et maîtriser la violence qui existe en Haïti.»* Enfin, le Président de la Colombie, Gustavo Petro, qui veut se rendre sur place à Port-au-Prince, parce qu'il se sent coresponsable de la situation d'instabilité en Haïti disait-il. : « *Je veux aller en Haïti et c'est une question où la Colombie a une responsabilité conjointe, d'abord parce qu'Haïti nous a aidés à être un pays libre et ensuite parce que des ressortissants colombiens sont allés tuer le Président* » a avancé le chef d'Etat colombien lors du Sommet ibéro-américain. Certes, il n'y a rien d'officiel pour le moment, pas de demande auprès du Conseil de sécurité de l'ONU ni de nouvelle Résolution non plus sur le sujet.

Sauf que l'hypothèse d'un retour des Casques bleus en Haïti est bel et bien envisagée et engagée par les deux pays les plus enclins à appuyer cette option à l'ONU, s'agissant des Etats-Unis d'Amérique et du Canada. Comme tant d'autres, l'ancien Premier ministre Robert Malval l'a aussi souligné dans son texte publié par *Le Nouvelliste* du 28 mars dernier. *« Devant le refus obstiné du Canada de prendre la tête d'une force d'action rapide à même d'assurer un environnement sécurisé dans le pays, Biden n'a d'autre recours que de se tourner une fois de plus vers l'ONU pour la mise sur pied problématique d'une mission de maintien de la paix dans le cadre du Chapitre 7 de la charte des Nations-Unies* » écrit l'ex-chef de gouvernement de Jean-Bertrand Aristide. En effet, ce dossier faisait partie des discussions ayant eu lieu lors de la visite officielle qu'avait effectuée le Président Biden à Ottawa au cours du mois de mars 2023. D'ailleurs, lors de la Conférence de presse qu'il a donnée le vendredi 24 mars après sa rencontre avec le Premier ministre canadien, l'élu américain avait abordé de manière très diplomatique ce dossier sensible devant les journalistes.

Bien sûr, l'aide à la police haïtienne demeure la courroie de transmission par laquelle on tente de faire passer tout et n'importe quoi sous prétexte de lui donner les moyens pour contrecarrer les groupes armés. Mais, dans cette crise, l'idée fondamentale reste l'envoi d'une force armée internationale en Haïti comme l'avaient vivement sollicité les autorités de la Transition. Lors de cette Conférence de presse du 24 mars, le Président Biden avait vaguement souligné *« La chose la plus importante que nous puissions faire - et cela va prendre du temps - est d'accroître les perspectives des services de police en Haïti pour qu'ils puissent faire face aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Et cela va prendre un peu de temps (…) Nous cherchons également à déterminer si la Communauté internationale, par l'intermédiaire des Nations-Unies, pourrait jouer un rôle plus important dans cette situation (…) Nous pensons que toute décision concernant la force militaire, qui est souvent évoquée, devrait être prise en consultation avec les Nations-Unies et le gouvernement haïtien. »*

Venue du locataire de la Maison blanche, cette petite phrase ne doit nullement passer inaperçue et encore moins sous-estimée par les observateurs politiques dans la mesure où Washington cherche depuis le début de la crise par tous les moyens à élargir le dossier haïtien vers d'autres Etats au-delà du continent américain et du bassin des Caraïbes afin de l'aider à monter un Corps expéditionnaire multinational sous couverture de l'ONU ou pas qui sera, en vérité, sous la domination américaine comme ce fut le cas de toutes les précédentes missions montées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies. Bien entendu, Joe Biden, durant sa Conférence de presse, a évoqué l'utilisation du Chapitre 7 de l'ONU pour la mise en œuvre d'une telle force multinationale sachant que depuis le début, bien avant la demande du gouvernement haïtien, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, étant très favorable à l'envoi d'une force armée en Haïti et ce quel que soit son statut juridique sur le terrain.

Il faut savoir que dès la demande solennelle des autorités haïtiennes en octobre 2022 à l'envoi d'une force militaire étrangère en Haïti, Washington était partisan d'une intervention militaire directe composée d'un ensemble d'Etats ayant la capacité de fournir des hommes et de soutenir financièrement cette opération et ce sans passer par le fameux Chapitre 7 de l'ONU qui est lié à une opération de maintien de la paix plus difficile à obtenir compte tenu de l'hostilité des russes et des chinois. Certes, toute mission militaire dans un Etat souverain nécessite un vote du Conseil de sécurité. Mais, avec l'accord de l'Etat demandeur et en vertu de différentes Résolutions, cela peut se faire sans trop de contrainte car il ne s'agit pas d'une attaque belliqueuse contre un Etat souverain surtout si c'est Washington qui est à la manœuvre comme c'est le cas pour Port-au-Prince, où ce sont les dirigeants eux-mêmes qui en font la demande. En revanche, s'agissant de l'utilisation du Chapitre 7, tout change, la nature, les données et le statut. Pour commencer, il faudrait un vote au préalable et à l'unanimité des cinq (5) membres permanents du Conseil de sécurité composé des - Etats-Unis, France, Chine, Grande-Bretagne et Fédération de Russie -.

Avant tout, l'ONU utilise le Chapitre 7 pour ses propres opérations ou missions de maintien de la paix dans un pays en proie à de graves difficultés de guerre civile, insécurité sociale récurrente et bien entendu instabilité politique. Le tout avec une différence notable si c'est l'ONU qui organise tout l'ensemble à commencer par la désignation de l'Etat qui prendra le Commandement de la mission. D'autre part, les troupes sont fournies en fonction des listes mises à la disposition de l'ONU par différents Etats membres de l'organisation et enfin c'est l'ONU qui finance la mission.

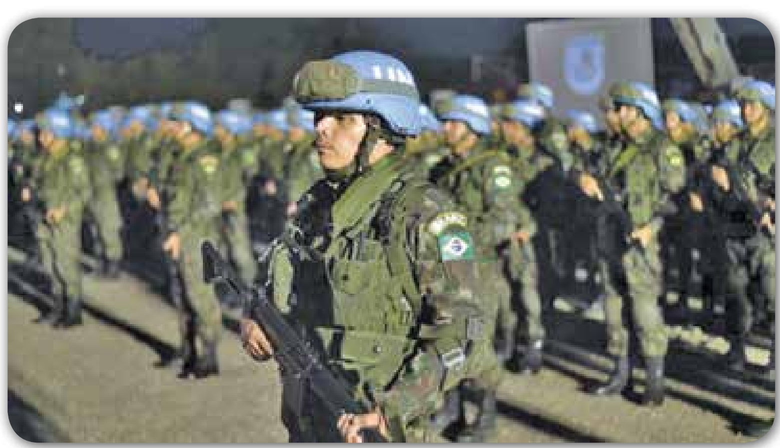
D'où, au départ, la réticence de Washington de voir l'ONU accaparer le dossier de la demande des autorités haïtiennes pensant, sans nul doute, qu'il allait embrigader et embarquer sans la moindre difficulté ses alliés et partenaires des Amériques et débarquer dans la capitale haïtienne en soutien au gouvernement de la Transition. De guerre lasse ! Devant les refus enregistrés un à un de la part de ses amis, la Maison blanche a dû faire machine arrière toute à défaut de s'embarquer seule au risque de tomber dans un bourbier militaro-diplomatique en Haïti et tente aujourd'hui de se replier sur une hypothétique mission de Casque bleus entrant dans le cadre d'une mission de maintien de la paix avec, là aussi, le risque de tomber sur un refus aussi sec de ses meilleurs ennemis du Conseil de sécurité que sont : la République Populaire de Chine de Xi Jinping et la Fédération de Russie de Vladimir Poutine.

Mais aussi de l'opposition, sinon de l'hostilité des Haïtiens qui ne veulent entendre parler d'un retour de la MINUSTAH bis en Haïti dont les seuls souvenirs qu'ils gardent de cette mission qui a duré de plus de dix ans (2004-2017) sont : viols à répétition, vol de bétail des paysans et surtout l'introduction du choléra dans le pays. D'ailleurs, même le gouvernement haïtien est assez prudent sur un éventuel retour des Casques bleus en Haïti à en croire Jean Victor Généus, le ministre haïtien des Affaires Etrangères préférant toujours et encore l'envoi d'une force armée multinationale sous l'autorité des Etats-Unis ou dans une moindre mesure du Canada : « *Nous devons tirer des enseignements positifs des expériences passées. Le chapitre 7 impose une multitude de contraintes. Tout d'abord, il s'agirait d'une mission de maintien de l'ordre alors que la conjoncture exige une mission offensive pour mettre fin aux actions des bandits armés. Haïti ne pourrait pas faire entendre sa voix dans la définition des termes de référence et des règles d'engagement. Les rapports avec les autorités locales seraient définis par le Conseil de sécurité. Point besoin de rappeler d'autres souvenirs amers.*

Le gouvernement haïtien a fait appel à un appui robuste en faveur de la PNH. Les citoyens de bonne foi ont compris le sens de cette démarche » a-t-il déclaré à l'invocation par le Président Biden de cette affaire de Casques bleus. Pourtant, malgré cet accueil très timoré des autorités de la Transition, Washington et Ottawa semblent bien partis pour changer de registre et s'approcher davantage de l'option de maintien de l'ordre sous le parapluie des Nations-Unies. En effet, selon le journal américain *Miami Herald* du vendredi 24 mars 2023, les deux capitales entendent bien porter et soutenir le dossier devant le Conseil de sécurité, puisque, entretemps, Washington a discrètement changé son fusil d'épaule en adhérant à l'option d'une mission de paix en vue de trouver une solution à la crise multidimensionnelle haïtienne. « Ce que nous faisons avec le Canada, c'est d'examiner ce qui est vraiment nécessaire sur le terrain, ce qu'il faudrait, vraiment, combien d'autres pays potentiellement, quel type de mandat, que ce soit un Chapitre 7, ou si c'est quelque chose que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait vraiment débattre (…) Les États-Unis continuaient à travailler avec leurs partenaires internationaux pour développer le cadre d'une force multinationale afin d'aider la police nationale haïtienne (…) »

D'après le journal de la Floride qui évoque trois sources anonymes, *« l'Administration Biden avait discrètement changé d'orientation ces derniers jours sur Haïti et penche de préférence en faveur d'une mission de maintien de la paix »* ce qui confirme, en fait, les déclarations du Président Joe Biden lors de sa visite au Canada à la fin du mois de mars. Le gouvernement haïtien quant à lui reste suspendu au coup de pouce de la Communauté internationale dans cette crise sociopolitique et continue à quémander de l'aide auprès des Etats-Unis, du Canada et de la France pour équiper la police nationale qui, depuis sa création il y a bientôt trente ans, est en sous-effectif et sous équipé donc impossible d'honorer sa devise : Protéger et Servir.

C.C



Les troupes brésiliennes de la Minustah

Ben Dupuy, the Revolutionary Whose Vision and Organizations Radicalized and Formed a Generation in Haiti

The second of two parts



Ben Dupuy (center) with the staff and writers of Haïti Progrès in 1989.



Ben Dupuy, front left, with his parents, Col. Georges Dupuy and Anna Therese Anduoar Dupuy, and siblings in the 1940s

by Kim Ives

Haiti's Sep. 30, 1991 coup d'état was a challenge which tested and strengthened the organizations in Ben Dupuy's revolutionary network.

]Ambassador-at-Large Dupuy was returning from an outreach trip to Scandinavia when the coup struck. After a brief stopover in New York, he quickly flew to Caracas, Venezuela (then ruled by President Carlos Andrès Perez), where he met with the now exiled President Jean-Bertrand Aristide.

The bloody, brazen coup by the Armed Forces of Haiti (FAdH) against Haiti's nascent democracy and overwhelmingly popular young president had shocked the world. This is the moment, Dupuy told Aristide, to train a liberation force to restore his government to power. Dupuy said that he could raise hundreds, if not thousands, of willing young Haitians, starting with his own National Popular Assembly (APN), who could be trained in Venezuela or another country. Aristide listened but was hesitant.



Ambassador at Large Ben Dupuy with President Jean-Bertrand Aristide in 1991

This would be the beginning of a two year struggle between Dupuy and an opposing sector of Aristide's Foreign Service and inner circle, which viewed the path to restoration, not as an armed insurrection from Haiti's mountains and slums against the coup-making military, but "finding the correct levers of power" in Washington, as Haitian Ambassador to the U.S. Jean Casimir told a large gathering of anti-coup activists in Washington, DC in October 1991.

Dupuy was categorically opposed to the specter of U.S. foreign military intervention into Haiti, which from the coup's first days, before any other Haitian diplomat, he recognized as the likely end game of negotiations with Washington and its vassal institutions acting as intermediaries, the Organization of American States (OAS) and the United Nations (UN). The Soviet Union had just crumbled, and Dupuy saw Washington's "New World Order" as a beast with no constraints nor scruples.

His virtually one-man crusade to foil their interventionist push was epitomized by one early 1993 meeting in which UN Secretary General Boutros Boutros-Ghali received Aristide at UN Headquarters in New York. According to his account, Dupuy practically forced himself into the meeting where he sat uninvited at the table amidst the other visibly uncomfortable diplomats and the ousted head of state.

"What would you like us to do?" Boutros-Ghali placidly asked Aristide, according to Dupuy, who sat glaring across the table. Perhaps flustered by Dupuy's presence, Aristide beat around the bush, by Dupuy's account, and did not ask that day for the UN to place Haiti under its Chapter 7 powers, where the Security Council takes control of a country.

However, Aristide did request Security Council intervention in a May 7, 1993 letter to Boutros Ghali and on Jun. 16, 1993, the Security Council put Haiti under Chapter 7 with its Resolution 841, thereby signaling an invasion's inevitability.

Like Dupuy, Cuba, in a Jun. 14, 1993 letter to the Council, had argued strongly against the move, "opposing with the greatest energy the Security Council's adoption of measures concerning the internal situation of this country" because it would create "a dangerous precedent which is in line with several previous attempts to give this body powers and a mandate which are larger than those granted in the Charter."

"By requesting the Security Council to take up the case of Haiti, Aristide has surrendered his leadership and control over efforts for his own restoration to an international body controlled by the very nation which had a hand in the coup which overthrew him," wrote in a Jun. 26 statement the New York-based *Haiti Commission of Inquiry into the September 30th Coup d'Etat*, which was headed by Ben's close friend and ally Ramsey Clark, the former U.S. Attorney General. "Having usurped control of the crisis in Haiti, the UN and the U.S. have begun forcing Aristide into a corner."

In response, on Jun. 23, 1993, Dupuy resigned as Haiti's Ambassador at Large with an open letter to Aristide that stated "without pretending to be more patriotic than anyone else, I think that it is extremely dangerous to put the national sovereignty of the country in the hands of an international organization whose real defense of the peoples' rights, and even its impartiality, can legitimately be put in doubt at this time."

Meanwhile, Dupuy was working feverishly on many other fronts. In December 1991, the *Haiti Commission*, which had *Haïti Progrès* cadre in its leadership, sent the first major human rights delegation to Haiti after the coup. That Ramsey Clark-led investigation was chronicled in the 1992 Crowing Rooster Arts documentary *Killing the Dream*, which aired nationally to great fanfare on the PBS network.

Inside Haiti, the international embargo blocked the importation of *Haïti Progrès*. So the newspaper sent a portable printer into the country which clandestinely produced a local version of the paper. In those pre-Internet days, the articles had to be either dictated over the phone, sent by modem-to-modem communications, or transmitted by ham radio links, which Ben had mastered in his underground operations during the Duvalier regimes.

APN cadre conducted many acts of clandestine sabotage, like the chain-sawing down trees on the routes between Port-au-Prince and Pétionville to impede the transport of soldiers. Dupuy was also proposed to Aristide an aerial leaflet-drop, which was later carried out by formerly-Poughkeepsie-based Haitian pilot Frantz Gabriel and democracy activist Patrick Élie.

Dupuy's network undertook numerous other clandestine operations against the coup, but on Sep. 19, 1994, U.S. troops finally landed in Haiti, beginning a six year military occupation that was handed off to the UN in 1995.



Ben Dupuy (2nd from right) working on a project at Reynolds Metals in Miragoâne in the 1960s.

Despite the people's demands, Washington did not allow Aristide to recuperate the three-years he spent in exile, and in 1996, his erstwhile ally René Préval became head of state. Dupuy's *Haïti Progrès*, APN, and its new U.S.-based support group the Haiti Support Network (HSN) worked doggedly to resist and denounce the privatization campaign of Haiti's state-industries that Préval carried out.

In 1999, as the year 2000 elections approached, APN transformed itself into the National Popular Party (PPN). It was not a traditional bourgeois electoral party but followed the Leninist model of a disciplined cadre "fighting organization."



Ben Dupuy speaking at a Congress of the National Popular Party (PPN) in Haiti.

Meanwhile, Aristide's new party, the Lavalas Family, formed in 1996, swept 2000's legislative and presidential elections, hoisting Aristide again to power on Feb. 7, 2001. The U.S., now led by George W. Bush, immediately began a diplomatic, economic, and political campaign to overthrow Aristide, and Dupuy with the PPN came to his defense.

One of Dupuy's strong recommendations to Aristide was to drop relations with Taiwan and recognize the People's Republic of China.

suite à la page(16)

Toward this end, Dupuy led two delegations to China to send out feelers and promote the project of establishing relations, but it was not to be.

Aristide was again overthrown in a second coup d'état on Feb. 29, 2004. Having foreseen this eventuality, Dupuy had trained select PPN cadre for underground operations, which they successfully carried out

suite à la page(16)

EN CE 1ER MAI, PRÉPARONS-NO




Commémoration de la Journée Internationale des travailleurs

Par Joel Bergman

La société est en crise. Les conditions de vie se dégradent fortement et des millions de personnes sont poussées au bord du gouffre. Des files d'attente rappelant la Grande Dépression sont apparues dans toutes les grandes villes et l'utilisation des banques alimentaires a atteint des niveaux sans précédent. L'inflation érode les salaires et l'augmentation des taux d'intérêt ruine des millions de familles. Ne nous leurrons pas, la guerre des classes est à nos portes. Il faut s'y préparer.

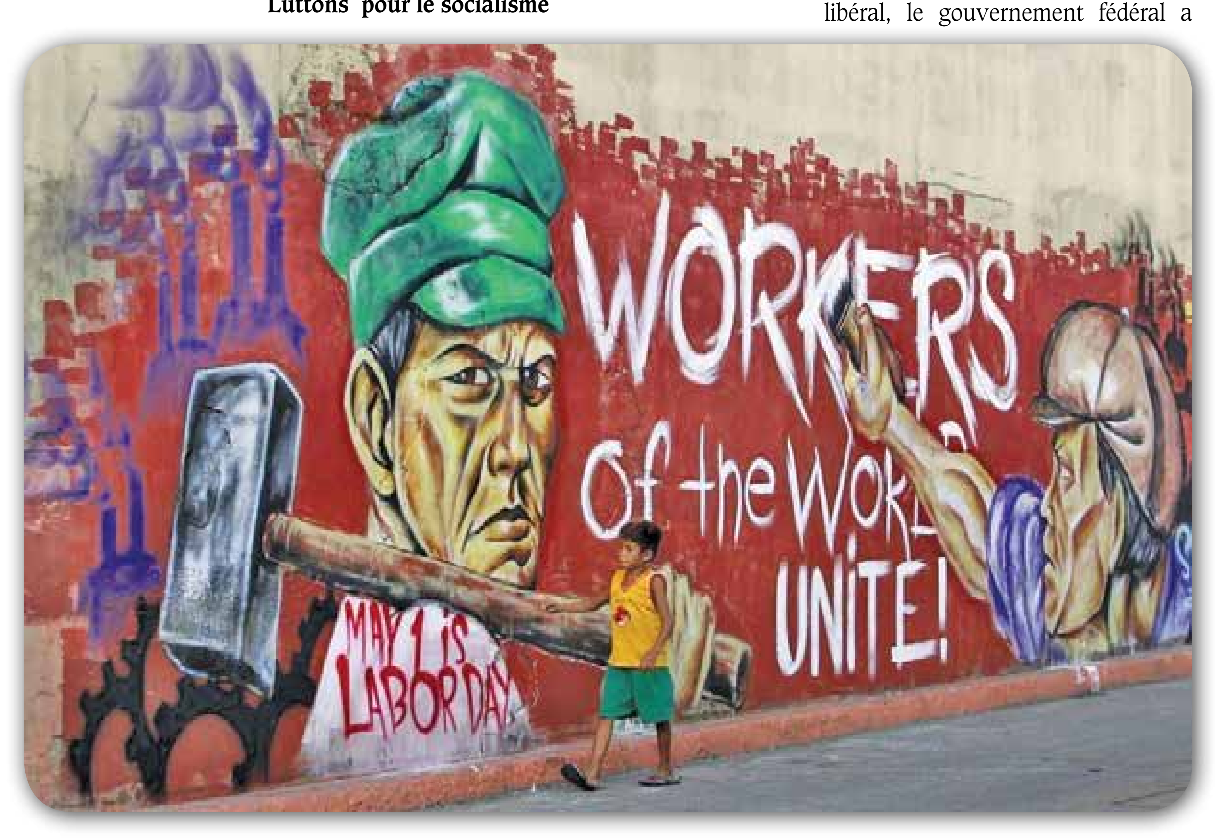

Luttons pour le socialisme

La paix sociale est terminée

Autrefois, dans les pays capitalistes avancés comme le Canada, une telle situation était inédite. Grâce au boom de l'après-guerre, les capitalistes ont pu acheter la paix sociale. Ils ont accordé des concessions telles que la retraite, l'assurance chômage, les soins de santé et des emplois syndiqués décents pour une partie importante de la classe ouvrière. Ils ont établi un contrat social par le biais de conventions collectives et de la reconnaissance du droit de grève. Mais tout cela appartient au passé.

Même avant la crise actuelle, les gouvernements bourgeois, fédéraux comme provinciaux, avaient en pratique déchiré l'ancien contrat social. Les droits de négociation collective ont été bafoués et le droit de grève a été systématiquement violé par des lois de retour au travail. Qu'il soit conservateur ou libéral, le gouvernement fédéral a retiré le droit de grève aux cheminots, aux postiers et aux employés du gouvernement fédéral, pour n'en citer que quelques-uns. Les gouvernements provinciaux ont été encore pires, en supprimant le droit de grève à d'innombrables reprises au cours des deux dernières décennies.

Cette situation était déjà assez difficile, mais l'inflation vient maintenant s'y ajouter. Auparavant, au cours des dernières décennies de faible inflation, les travailleurs acceptaient à contrecœur des augmentations salariales de un à deux pour cent par an. Mais cette situation est désormais intenable et tout syndicat qui accepte des augmentations salariales inférieures à l'inflation signe un contrat d'érosion salariale. Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour comprendre que tôt ou tard, le verre va déborder.



L'exemple de l'Europe

Si la crise du capitalisme est grave au Canada, elle est bien pire en Europe. Il n'est donc pas surprenant que nous assistions à une mobilisation sans précédent de la classe ouvrière sous la forme d'une vague de grèves et de mouvements de masse. La Grande-Bretagne a été secouée par sa plus grande vague de grèves depuis les années 1970, avec un demi-million de travailleurs en grève le 1er février et le 15 mars. De même, le prolétariat allemand s'est réveillé après 30 ans avec une « méga-grève » qui a entraîné la fermeture du système de transport le 27 mars, les travailleurs réclamant des salaires plus élevés dans un contexte d'inflation galopante. Des grèves similaires, de moindre ampleur, des travailleurs des aéroports et des trains ont également éclaté dans des pays comme l'Espagne et l'Italie.

Mais le mouvement le plus impressionnant de la classe ouvrière en Europe se produit clairement en France. Même avant la crise actuelle, le capitalisme français était en déclin depuis une longue période. Pour le gouvernement d'Emmanuel Macron, la solution aux problèmes du capitalisme français consiste à s'attaquer aux principaux acquis obtenus par les travailleurs français dans le passé, à commencer par l'augmentation de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans. Mais la classe ouvrière française ne se laisse pas faire et a répondu massivement, avec un mouvement de masse prolongé, des millions de personnes ayant manifesté contre le gouvernement au cours des trois derniers mois.

Bien que nous n'en soyons pas encore là au Canada, nous serions aveugles si nous ne voyions pas que les choses vont dans la même direction. L'inflation est au centre de toutes les négociations collectives. L'antagonisme central entre les travailleurs et les patrons crève les yeux. Les travailleurs ne veulent pas voir leurs conditions de vie se dégrader et les capitalistes ne veulent pas payer la facture de l'augmentation des salaires. Et cela sans même aborder la question de la dette publique astronomique qui devra tôt ou tard être remboursée. Même le gouvernement Trudeau commence à plier, avec des coupes de 14,5 milliards de dollars dans le dernier budget. Avec une victoire du populiste de droite Pierre Poilievre aux prochaines élections, le décor est planté pour une lutte des classes aux proportions épiques.

Se préparer à la guerre des classes

Les premiers coups de feu de cette guerre des classes ont déjà été tirés lors de la grève des travailleurs de l'éducation de l'Ontario à l'automne dernier. Confronté à des niveaux d'inflation sans précédent depuis les années 1980, le syndicat a exigé une augmentation salariale de 11,7% par an pendant trois ans. Refusant de céder, le gouvernement de Doug Ford s'est empressé de leur retirer le droit démocratique de grève et est même allé jusqu'à utiliser la clause dérogatoire pour leur imposer un contrat prévoyant un salaire de misère. Alors que le droit de grève avait été violé d'innombrables fois auparavant, les travailleurs ont décidé cette fois-ci de se lever. Après avoir défié la loi injuste et menacé de déclencher une grève générale, Doug Ford a été contraint de faire marche arrière. Ce fantastique exemple de combativité de la classe ouvrière montre comment nous pouvons gagner la guerre des classes : en ripostant!

Le fait est que la bourgeoisie a abandonné le contrat social et la paix des classes du passé. Chacun d'entre nous, au sein du mouvement ouvrier, doit se mettre cela dans la tête. Les capitalistes mènent une politique de guerre des classes. Ils sous-financent nos écoles et nos hôpitaux. Ils privatisent notre système de santé. Ils s'attaquent à nos retraites. Ils proposent des clauses de disparité de traitement dans les conventions collectives pour éroder la solidarité entre les travailleurs et détruire nos syndicats. Et ils ne respectent pas le droit de grève lorsque nous décidons de riposter.

Tôt ou tard, quelqu'un devra se lever et dire : *ASSEZ, C'EST ASSEZ*! La collaboration avec les patrons et la foi dans des négociations gentilles et amicales se sont révélées à maintes reprises être une stratégie erronée. Le résultat de cette approche de syndicalisme d'affaires a été totalement inefficace pour gagner quoi que ce soit de significatif pour la classe ouvrière et n'a en fait qu'enhardi les capitalistes et le gouvernement à continuer.

Au Québec, avant la grève générale de 1972, la CSN (l'un des principaux syndicats) a publié un manifeste intitulé « Ne comptons que sur nos propres moyens ». Cette idée doit être remise au goût du jour. Aucun politicien capitaliste ne nous sauvera. En tant que travailleurs, nous devons nous battre comme des tigres dans cette guerre qui nous est

US À LA GUERRE DES CLASSES!

livrée.

Si nous ne montrons pas notre puissance en tant que classe ouvrière par des grèves combatives, les capitalistes et leurs gouvernements ne nous prendront jamais au sérieux. Ils continueront à violer nos droits et à détériorer nos conditions de vie. Nous ne pouvons pas faire confiance à la bourgeoisie et à ses gouvernements pour négocier de bonne foi. Pour les obliger à s'asseoir à la table des négociations et à nous prendre au sérieux, les travailleurs doivent faire une démonstration de force.

En effet, dans toute l'Europe, les syndicats ont mené des grèves héroïques et ont obtenu des augmentations de salaire significatives par rapport à l'inflation. Cela montre la voie à suivre. Si nous n'adoptons pas une approche similaire au Canada, les salaires continueront à s'éroder et les moyens de subsistance de millions de travailleurs seront réduits en poussière.

Et les occasions de riposter ne manquent pas. À l'heure où nous écrivons ces lignes, 155 000 fonctionnaires fédéraux regroupés au sein de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) ont entamé la plus grande grève pancanadienne depuis une génération. Comme l'a déclaré le président de l'AFPC, Chris Aylward : « Nous n'avons pas causé l'inflation, nous ne devrions pas avoir à la payer! » Et c'est vrai. Avec l'inflation qui ronge les salaires des travailleurs, aucune convention ne devrait être signée avec des augmentations salariales inférieures à l'inflation. Chaque syndicat devrait exiger qu'un ajustement au coût de la vie soit intégré dans chaque convention collective afin que les travailleurs ne soient jamais poussés à bout.

C'est ce que demande le front commun des syndicats du secteur public au Québec, qui représente 420 000 travailleurs du secteur public. Les syndicats qui négocient avec le gouvernement de droite de François Legault demandent l'indexation de leurs salaires sur le taux d'inflation, ainsi qu'une augmentation salariale de 3% par année pendant trois ans pour compenser l'érosion salariale. Tout ce qui est en dessous de ce taux représente une diminution des conditions de vie. De manière insolente, Legault a fait la contre-proposition de ne pas indexer les salaires et d'accorder une simple augmentation de 9% sur cinq ans! Legault insiste manifestement pour appauvrir davantage les travailleurs. Si le gouvernement refuse d'écouter, notre mot d'ordre doit être : *EN GRÈVE JUSQU'À LA VICTOIRE!*

Faisons revivre les traditions du 1er mai

Le 1er mai trouve ses racines à une époque où les syndicats étaient largement illégaux. La journée de travail était longue et les salaires dérisoires. Les patrons brutalisaient les travailleurs en toute impunité et, lorsqu'ils ne pouvaient pas compter sur la police, ils disposaient de leurs propres hommes de main et milices qui tuaient systématiquement les leaders ouvriers. Le cas le plus connu, en relation avec le 1er mai, est le massacre de Haymarket en 1886, mais il y a d'innombrables autres exemples.

Les droits dont jouissent les travailleurs au Canada ne nous ont pas été accordés par un gouvernement bienveillant, mais ont été arrachés des mains de la bourgeoisie. Au Canada, c'est la victoire des travailleurs de GM à Oshawa dans leur lutte contre l'entreprise et ses voyous (connus sous le nom de « sons-of-Mitches ») qui a déclenché une vague de grèves et de campagnes de syndicalisation, permettant d'obtenir le droit à la négociation collective et le droit de grève. Mais ces droits sont aujourd'hui piétinés.

En fin de compte, la raison de ce revirement, de cette attaque contre les conditions de vie des travailleurs partout dans le monde, est la crise du système capitaliste. Nous ne sommes plus dans le boom d'après-guerre. Le capitalisme est sur le déclin et, partout dans le monde, les patrons et leurs politiciens nous font porter le coût de la crise sur le dos. Par conséquent, nous devons non seulement lutter pour de meilleures conditions de vie, mais aussi pour une nouvelle société : une société dans laquelle la richesse massive que la classe ouvrière produit collectivement peut être utilisée pour libérer des centaines de millions de travailleurs de la misère. Nous devons lutter pour le socialisme.

Les militants ouvriers qui ont été les pionniers du 1er mai dans les premiers temps de cette tradition se montraient courageux parce qu'ils étaient animés par une vision clairvoyante d'une société sans pauvreté et sans exploitation. Comme l'expliquait Lénine dans un texte de 1904 sur le 1er mai : « *Et voici que ces déshérités, ces travailleurs, ont déclaré la guerre aux riches, aux exploiteurs. Les ouvriers de tous les pays luttent pour affranchir le travail de l'esclavage salarié, de l'indigence et de la misère. Ils luttent pour que la société soit organisée de telle sorte que les richesses, créées par un labeur collectif, profitent à tous ceux qui travaillent et non à une poignée de riches. Ils veulent faire des terres, des fabriques, des usines, des machines, la propriété collective de tous ceux qui travaillent. Ils veulent qu'il n'y ait ni riches ni pauvres, que les fruits du travail reviennent à celui qui peine, que toutes les conquêtes de l'esprit humain, tous les perfectionnements apportés au travail améliorent l'existence de celui qui travaille, au lieu d'être un instrument qui serve à l'opprimer.* »

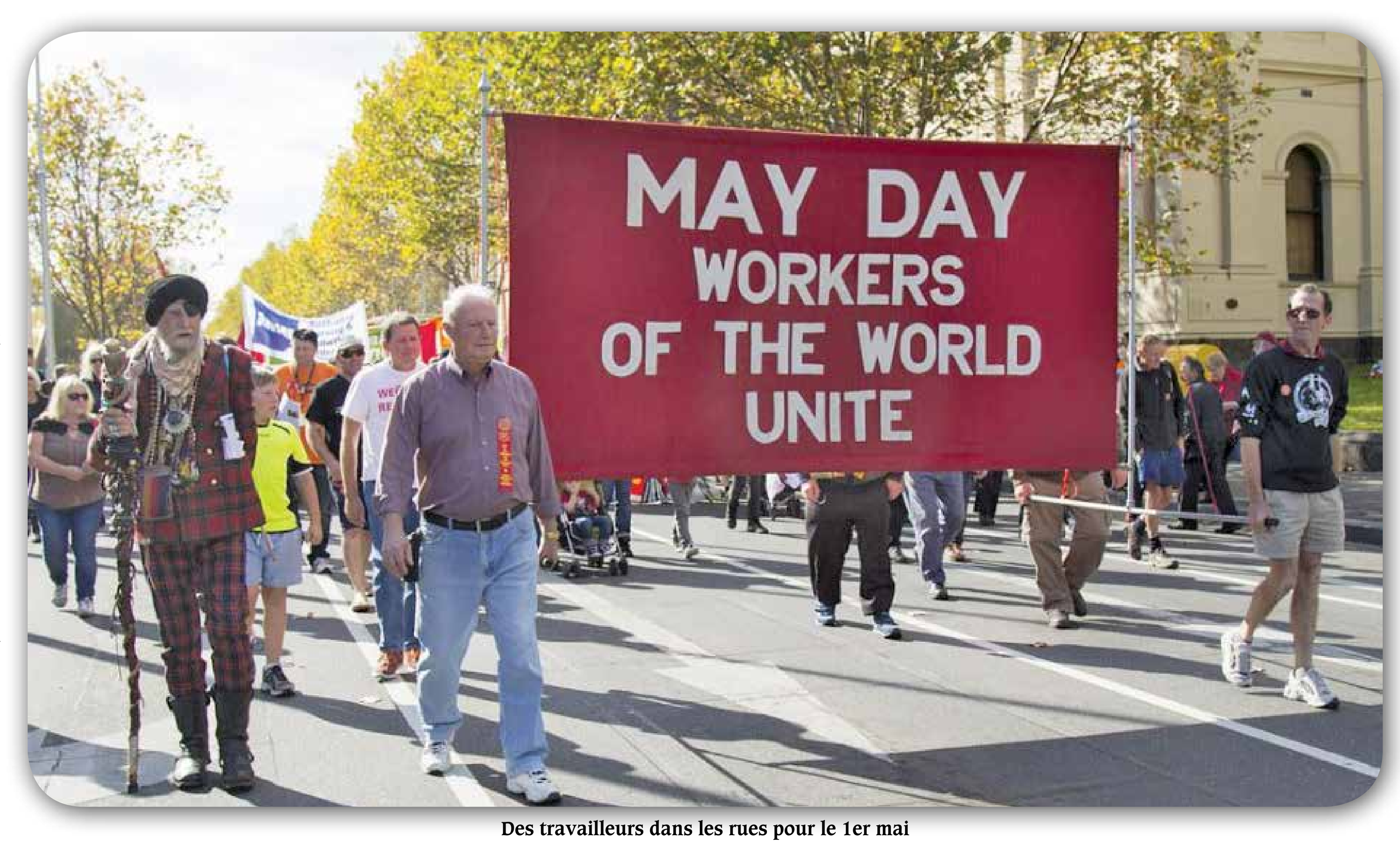
Voilà la voie à suivre pour la classe ouvrière.

En grève pour des salaires indexés au coût de la vie!

Préparons-nous à la guerre des classes!

Luttons pour le socialisme!

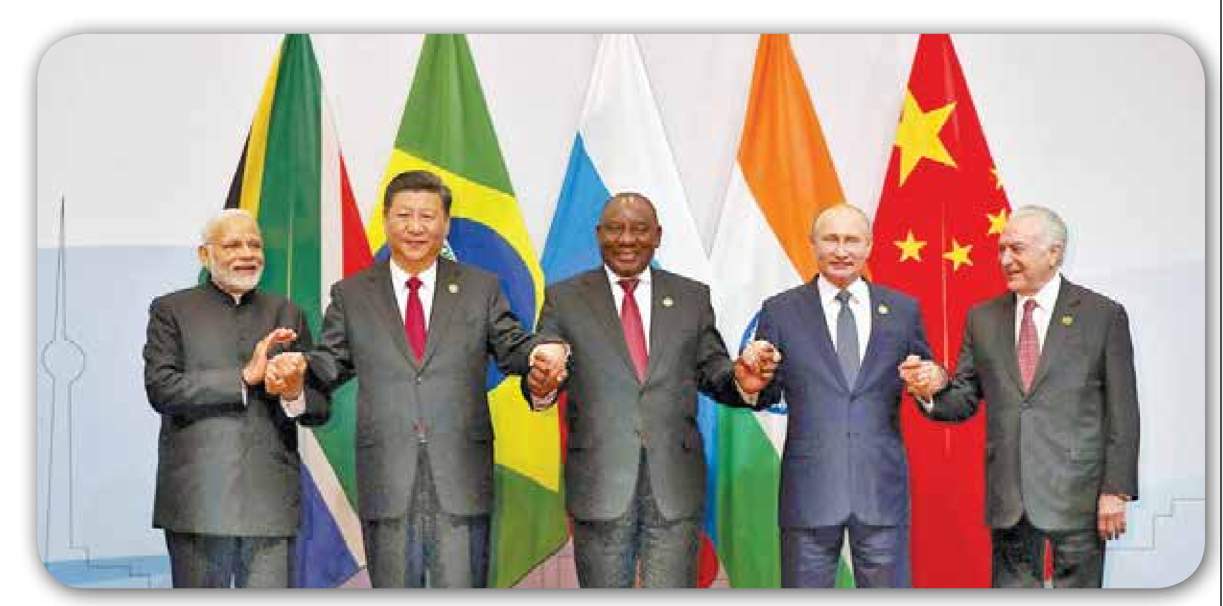
La Riposte socialiste
1 Mai 2023



Des travailleurs dans les rues pour le 1er mai



Les BRICS peuvent-ils triompher du FMI et de la Banque mondiale ?



Les pays du BRICS sont prêts à jouer un rôle de facilitateur dans la réorganisation de la carte économique et financière du monde

Par Ramzy Baroud*

Qui aurait pu penser que les nations BRICS pourraient devenir les rivales potentielles des pays du G7, de la Banque mondiale et du FMI réunis ? Pourtant, cette possibilité qui semblait autrefois lointaine a aujourd'hui des perspectives réelles qui pourraient modifier l'équilibre politique mondial.

BRICS est un acronyme pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Il aurait été inventé par l'économiste en chef de Goldman Sachs en 2001 pour désigner les économies émergentes du monde. Il était alors connu sous le nom de BRIC, le "S" ayant été ajouté plus tard, lorsque l'Afrique du Sud a officiellement rejoint le groupe en 2010.

Le premier sommet officiel du BRIC a eu lieu en 2009. À l'époque, la discussion paraissait largement abstraite. Toutefois, ce n'est qu'en 2014 que les BRICS ont commencé à prendre des mesures sérieuses en vue d'une plus grande intégration, lorsque l'alliance naissante, qui comprend désormais l'Afrique du Sud, a lancé la Nouvelle banque de développement avec un capital de départ de 50 milliards de dollars. Cette décision signifiait que le groupe était dorénavant prêt à prendre ses premières mesures pratiques pour contester la domination de l'Occident sur les institutions monétaires internationales, à savoir la Banque mondiale et le FMI.

Le conflit géopolitique mondial résultant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine s'est cependant avéré être la force motrice de l'expansion massive en cours au sein des BRICS, d'autant plus que des pays financièrement puissants ont commencé à montrer de l'intérêt pour l'initiative. Il s'agit notamment de l'Argentine, des Émirats arabes unis, du Mexique, de l'Algérie et, surtout, de l'Arabie saoudite.

Des rapports financiers récents suggèrent que les BRICS constituent déjà le plus grand bloc de produit intérieur brut (PIB) au monde, puisqu'ils contribuent actuellement à hauteur de 31,5 % au PIB mondial, devant le G7, qui y contribue à hauteur de 30,7 %.

L'une des plus grandes opportunités et l'un des plus grands défis auxquels les BRICS sont confrontés aujourd'hui est leur capacité à élargir leur base de membres tout en maintenant leur croissance actuelle. Il est particulièrement important d'aider les nouveaux membres à conserver leur indépendance économique et politique.

Le FMI et la Banque mondiale sont connus pour subordonner leur soutien monétaire aux pays, en particulier ceux du Sud, à des conditions politiques. Cette position est souvent justifiée sous le couvert des droits de l'homme et de la démocratie, alors qu'elle est entièrement liée à la privatisation et à l'ouverture des marchés aux investisseurs étrangers, c'est-à-dire aux entreprises occidentales.

En se renforçant, les BRICS auront la possibilité d'aider les pays les plus pauvres sans pour autant imposer un agenda politique égoïste ou manipuler et contrôler indirectement les économies locales.

Tandis que l'inflation frappe de nombreux pays occidentaux, entraînant un ralentissement de la croissance économique et des troubles sociaux, les nations du Sud en profitent pour développer leur propre alternative économique. Cela signifie que des groupes comme les BRICS cesseront d'être des institutions exclusivement économiques. La lutte est désormais très politique.

Pendant des décennies, la principale arme des États-Unis a été le dollar qui, avec le temps, a cessé d'être une monnaie normale en soi pour devenir une véritable marchandise. Des guerres ont été menées pour s'assurer que des pays comme l'Irak et la Libye restent attachés au dollar. Après l'invasion américaine de l'Irak en mars 2003, Bagdad a recommencé à vendre son pétrole en dollars américains. Cette lutte pour la domination du dollar a également été douloureusement ressentie au Venezuela, qui possède la plus grande réserve de pétrole au monde, mais qui a été réduit à une pauvreté abjecte pour avoir tenté de contester la suprématie de la monnaie de Washington.

Bien que cela prenne du temps, le processus de réduction de la dépendance à l'égard des dollars américains bat son plein.

Le 30 mars, le Brésil et la Chine ont annoncé la conclusion d'un accord commercial qui leur permettrait d'utiliser les monnaies nationales des deux pays, respectivement le yuan et le réal. Cette mesure sera lourde de conséquences, car elle encouragera d'autres pays d'Amérique du Sud à faire de même. Mais cette initiative n'était pas la première et ne sera pas la dernière du genre.

L'une des principales décisions prises par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à l'issue de leur réunion des 30 et 31 mars en Indonésie est de réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain. Ils ont convenu de "renforcer la résilience financière [...] par l'utilisation de monnaies locales pour soutenir le commerce et les investissements transfrontaliers dans la région de l'ANASE". Cela aussi change la donne.

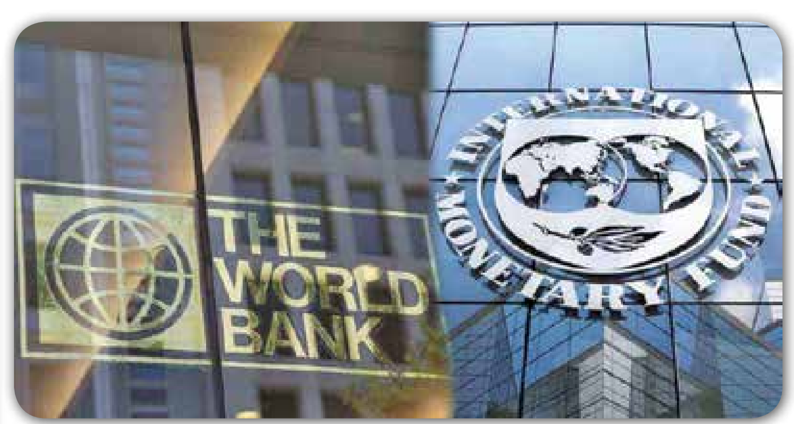
Les pays du BRICS, en particulier, mènent la charge et sont prêts à jouer un rôle de facilitateur dans la réorganisation de la carte économique et financière du monde.

Alors que l'Occident s'efforce de maintenir ses propres économies à flot, il se méfie des changements en cours dans le Sud. Washington et les autres capitales occidentales sont inquiètes. Elles devraient l'être.

À la suite d'une réunion entre le président américain Joe Biden et 40 dirigeants africains à la Maison Blanche en décembre dernier, il est apparu clairement que les pays africains ne souhaitaient pas prendre parti dans la guerre en cours en Ukraine. Par conséquent, la vice-présidente américaine Kamala Harris s'est envolée pour l'Afrique le 26 mars afin de rencontrer les dirigeants africains dans le seul but de les éloigner de la Chine et de la Russie. Cet effort est probablement voué à l'échec.

La conférence de presse entre Mme Harris et le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, le 28 mars, illustre parfaitement le refus de l'Afrique d'abandonner sa neutralité. "Il y a peut-être une obsession en Amérique à propos des activités chinoises sur le continent, mais il n'y a pas d'obsession ici", a déclaré M. Akufo-Addo aux journalistes. Affirmer que les BRICS sont un groupe purement économique revient à ignorer une grande partie de l'histoire. Le calendrier de l'expansion des BRICS, le

Le FMI, un autre outil du bourreau !



La Banque mondiale (BM) et Le Fonds monétaire international (FMI) deux outils financiers de l'impérialisme américain

Par Vladimir Castillo

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont été créés lors de la Conférence monétaire et financière des Nations Unies et des associés, qui s'est tenue à Bretton Woods, dans le New Hampshire, aux États-Unis, du 1er au 22 juillet 1944, avant la signature de la Charte des Nations Unies en juin 1945. En réalité, la Conférence a été utilisée pour approuver la création de ces organismes selon la proposition intéressée des États-Unis, avec la complicité du Royaume-Uni. L'Union soviétique s'est retirée de la Conférence blessée par les impositions unilatérales nord-américaines.

La façon dont ces instruments ont été présentés a mis en évidence le fait qu'ils seraient les outils financiers de l'impérialisme qui allait les utiliser pour imposer son hégémonie et continuer à contrôler, dominer et exploiter les pays membres grâce à des dettes contractées envers ces organismes et d'autres corporations financières principalement étasuniennes. L'imposition du dollar comme monnaie fondamentale pour les échanges commerciaux internationaux et le poids déformé des États-Unis dans la prise de décision leur ouvrirait la voie pour se renforcer en tant que chef du monde libéral créé en Occident à la fin de la Seconde Guerre mondiale, considérablement élargi après la trahison de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide.

La position monopolistique des États-Unis sur le plan financier mondial entraîne une exacerbation brutale de la concentration des "bénéfices" dans ce système injuste, surtout après que Nixon ait éliminé le soutien du dollar par l'or, ce qui leur a permis d'imprimer un nombre infini de billets pour leur bénéfice particulier. Le FMI, au lieu de contrôler ces excès, les a soutenus et encouragés. Par contre, il a utilisé ses contrôles et ses capacités financières pour faire pression et soumettre des pays souverains en difficulté économique.

En échange de crédits avec des intérêts léonins et variables, les structures du FMI imposent leurs recettes et leurs contrôles aux pays qui se tournent vers lui pour obtenir de « l'aide » : il les oblige à privatiser les principales entreprises de production et de services, exige qu'ils mettent en place de nouvelles taxes ou qu'ils augmentent les taxes existantes, leur ordonne de geler les salaires, de libérer les prix et les contrôles, de supprimer les « dépenses » sociales, de lui remettre la gestion des ports et des douanes, de déposer dans ses banques leurs réserves internationales (et tout d'abord l'or) comme le faisaient les empires coloniaux européens au XIXème siècle.

Il y a toujours peu d'argent pour les pays pauvres, plus ils en ont besoin, moins il y en aura pour les aider, mais pour l'Ukraine, il y en a. Au FMI, ils envisagent la possibilité de financer l'Ukraine avec des crédits souples et rapidement en passant par-dessus toutes les règles établies en termes de capacité d'endettement, de modes de paiement, de taux d'intérêt, de garanties et surtout le niveau de corruption prouvé dans lequel le pays est plongé. En contrepartie, pour le rétablissement des pays agressés par l'impérialisme, comme la Syrie, le Venezuela, le Nicaragua, l'Iran il n'y a pas de ressources. En fait l'organisme se joint, en tant qu'outil de l'empire, à l'imposition de plus de mesures coercitives unilatérales illégales, au détournement des actifs et au blocage du libre commerce de ces pays. Les nations souveraines du monde doivent se battre à l'intérieur de l'institution pour empêcher le FMI de poursuivre de telles excès.

Les États-Unis ne peuvent pas continuer à gérer le FMI comme une entité privée dirigée et contrôlée par des techniciens à leur service dont l'objectif est de manipuler l'économie des pays emprunteurs, pour que cela profite à leurs corporations et à celles de leurs amis, laissant les pays endettés, sans souveraineté et dépendants de l'impérialisme. Le FMI est un organisme multilatéral qui doit changer radicalement le plus rapidement possible ou faire face à "sa démolition", comme disait Fidel Castro, et être remplacé par un système financier juste qui profite à ceux qui en ont besoin. Les pays qui plaident pour changement de fond au FMI à la Banque Mondiale et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont plus en plus nombreux. Ceux qui ont pour objectif réel, véritable, transparent et vérifiable d'aider de la meilleure façon possible ceux qui le méritent devront être des institutions prêtes à répondre aux intérêts et aux besoins des peuples du monde et non du capital transnational.

Résumé latino-américain
27 Avril 2023
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 28 Avril 2023

Quand Macron se réfugie dans les bras de Louverture au fort de Joux !







Le président français Emmanuel Macron



Concert de casseroles contre Macron au Fort de Joux

Par Thomas Péralte

Le jeudi 27 avril 2023 pour essayer d'évacuer la mobilisation permanente des travailleurs français contre la validation de la réforme des retraites par le Conseil constitutionnel, le président de la France Emmanuel Macron a profité du 175e anniversaire de l'abolition de l'esclavage le 27 avril 1848 en France, pour rendre hommage à Toussaint Louverture au Château de Joux.

Par sa politique antipopulaire, Macron est censé être considéré comme persona non grata dans sa propre patrie, puisque partout où il se rend, les travailleurs le suivent au son des casseroles pas pour l'acclamer mais pour le dénoncer. Quelle honte !

Faisant référence à la lutte révolutionnaire de Toussaint Louverture, Macron en a profité inconsciemment ou involontairement pour prêcher la révolution. Comment ? En invoquant dans son discours de circonstance que l'ancien esclave *« prit le parti de la révolution, oui, la révolution plutôt que l'insurrection, la liberté plutôt que la destruction, l'ordre au-dessus du chaos »*. Macron, l'homme des banques, de la Françafrique, qui invoque le fait révolutionnaire, quelle grinçante ironie !

Que voulait-il signifier ? Le président Macron semblait envoyer un message au peuple français qui le combat en s'insurgeant contre sa réforme des retraites. Malheureusement, la notoriété et le symbolisme de Toussaint Louverture ne l'ont pas protégé puisque en nombre imposant le peuple français était au Fort de Joux pour manifester contre lui.

Comme l'a si bien dit Macron « *La grande leçon de Toussaint Louverture est que l'aspiration d'un peuple à devenir libre et indépendante, donc souveraine, finit toujours par s'imposer, qu'elle défait un jour ou l'autre les armées d'invasion et d'occupation.* » Là, l'audace du néocolonisateur Macron est à son comble !

Si Toussaint en ce jour-là avait à choisir entre le discours de Macron et les revendications des travailleurs français, en tant qu'un homme de principe, le libérateur et général révolutionnaire choisirait le camp de l'écrasante majorité de la population et serait avec la foule des masses laborieuses scandant : Dehors Macron ! Démission Macron ! Ni plus ni moins !

discours politique sévère de ses membres, de ses membres potentiels et de ses alliés, les visites répétées de hauts diplomates russes et chinois en Afrique et dans d'autres régions du Sud, etc. indiquent que les BRICS sont devenus la nouvelle plateforme du Sud pour la géopolitique, l'économie et la diplomatie.

Plus les BRICS connaîtront de succès, plus l'hégémonie occidentale sur le Sud s'affaiblira. Bien que certains politiciens et médias occidentaux insistent pour minimiser le rôle des BRICS dans l'élaboration du nouvel ordre mondial, le changement semble être réel et irréversible.

*Le **Dr Ramzy Baroud** est journaliste et rédacteur en chef de The Palestine Chronicle. Il est l'auteur de six livres. Son dernier livre, co-édité avec Ilan Pappé, est Our Vision for Liberation : Engaged Palestinian Leaders and Intellectuals Speak out. Il est chercheur principal non résident au Centre pour l'islam et les affaires mondiales (CIGA).

MintPress News
Traduction Bernard Tornare
17 Avril 2023

L'imposteur politique Juan Guaidó, soutenu par les États-Unis, refuge à Miami



Juan Guaidó lors de son arrivée à Miami

Par Alejandra Garcia et Bill Hackwell

Depuis des décennies, Miami est un refuge pour les dirigeants de l'ultra-droite les plus hostiles et les riches escrocs d'Amérique latine. Elle est devenue une sorte de havre politique pour ceux qui fuient la justice de leur pays en raison de leur négligence et de leur corruption. C'est ce qui s'est passé avec une bonne partie des principaux dirigeants du régime de Jeanine Añez en Bolivie, auteurs d'un coup d'État contre Evo Morales. L'ancien président néofasciste du Brésil, Jair Bolsanaro, nage lui aussi dans le cloaque politique de Miami pour éviter les crimes contre le peuple et l'environnement qu'il a laissés derrière lui.

Et cela se produit quotidiennement lorsqu'il s'agit de Cuba, qui utilise la Floride comme base d'opérations pour orchestrer toutes sortes d'actions contre le gouvernement du président Miguel Díaz-Canel en toute impunité, pour citer un autre exemple. Aujourd'hui, un nouveau nom s'ajoute à cette liste honteuse.

L'escroc politique vénézuélien Juan Guaidó est arrivé à Miami par un vol de nuit avec sa famille. Ceci clôt, une fois pour toutes, le triste chapitre de l'autoproclamé "président constitutionnel" du Venezuela, l'infâme Juan "Juanito" Guaidó. Comment s'est-il retrouvé en Floride ? Qu'est-ce que cela signifie pour les États-Unis d'accorder l'asile politique à ce personnage éhonté que Washington a contribué à créer sous l'infâme ancien président Donald Trump ?

Revenons 24 heures en arrière. Lundi matin, Guaidó a annoncé sur ses réseaux sociaux qu'il était entré "à pied" en Colombie pour participer à une conférence internationale convoquée à Bogota pour débloquer le dialogue entre l'opposition vénézuélienne et le gouvernement de Nicolás Maduro. Le gouvernement de Gustavo Petro a rapidement informé qu'il ne l'avait pas invité et qu'il ne serait pas autorisé à entrer.

La marionnette de l'opposition vénézuélienne s'est faufilée en Colombie depuis le Venezuela, traversant illégalement la frontière par voie terrestre, puisque Guaidó n'a pas le droit de quitter son pays, en vertu d'une décision de justice.

Lundi après-midi, le directeur général de Migración Colombia, Fernando Garcia, a déclaré que les autorités colombiennes avaient ouvert une procédure administrative à l'encontre de Guaidó Márquez. *« L'auteur de l'infraction s'est vu notifier de quitter le pays et la procédure comportait toutes les garanties et la protection de ses droits »*, a-t-il déclaré.

Guaidó et son équipe ont tenté de dissimuler qui était à l'origine de la manœuvre qui devait le conduire à Miami. Ils ont laissé entendre que le paiement de l'avion qui a décollé d'El Dorado, à Bogota, avait été effectué par le gouvernement de Petro. « *Ce n'est pas vrai. Le gouvernement national n'avait pas d'avion pour transporter Guaidó dans ce pays. Migración Colombia a veillé à ce que ce voyage ait lieu sans délai* », a ajouté M. Garcia dans sa déclaration.

Le président colombien Petro a réagi à ce fiasco en tweetant : « *Il suffit d'entrer avec son passeport et de demander l'asile. C'est avec plaisir qu'on vous l'aurait offert. Vous n'aviez pas besoin d'entrer illégalement* ».

Le ministre colombien des Affaires étrangères, Alvaro Leyva, a déclaré aux journalistes que Guaidó avait été accompagné par des fonctionnaires américains à l'aéroport et que son billet avait été fourni par les États-Unis.

Selon le président vénézuélien Nicolás Maduro, c'est le chargé d'affaires américain au Venezuela, James Story, qui a financé le voyage de Guaidó. « *Je n'ai aucun doute sur le fait que la visite intempestive, abrupte et abusive de Juan Guaidó à Bogota a été sponsorisée par Jimmy Story* », a assuré Maduro. « *Ces deux hommes ont causé beaucoup de tort aux relations entre les États-Unis et le Venezuela, au Venezuela et même à l'opposition du pays* », a déclaré M. Maduro.

Les médias occidentaux, qui dansent au rythme des tambours de la politique américaine à l'égard du Venezuela, avaient titré Guaidó dans le passé comme le "*président constitutionnel du Venezuela, reconnu par plus de cinquante pays*", aujourd'hui même, ils reconnaissent que cet épisode final n'était rien de plus qu'un spectacle humiliant. "*Juanito*" était l'enfant chéri des États-Unis, il est désormais la honte symbolique de la politique étrangère et de la diplomatie américaine, qui semble de plus en plus effilochée et pathétique ces jours-ci.

Le voilà donc, Guaidó, comme beaucoup d'autres dans cette liste infâme d'hommes qui se promènent dans les rues de Miami en toute impunité. En fin de compte, tôt ou tard, plus personne ne parlera de lui.

Résumé latino américain
24 Avril 2023
Traduction Bernard Tornare26 Avril 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit de Madame Rodelin GASPARD la femme née Marie Kerlange LALANNE; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Madame Rodelin GASPARD la femme née Marie Kerlange LALANNE aux torts de l'époux; RENVOI les parties par devant l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince pour les suites de droit;
ORDONNE la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale,
COMPENSE les frais et dépens de l'instance,
COMMET l'huissier Johnny JEAN immatriculé au greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, MARTHEL JEAN CLAUDE, Juge au tribunal de première instance de Port-au-Prince en audience ordinaire, publique et civile du mercredi vingt-cinq (25) Janvier deux mille vingt-trois (2023) en présence de Albert DARELUS, substitut commissaire du ministère public avec l'assistance du représentant du gouvernement
Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Satinet Césaire d'avec son épouse née MARTINE METELUS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et Prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du douze Mai deux mille vingt deux, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi....etc....
Me. INGRID KARLINE WOOLLEY Officier D'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet le divorce du sieur Max Dalex Pierre d'avec son épouse née Fabienne Jean pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification du présent Jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du douze Mars deux mille vingt deux, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son époux Jean Elie BRICE à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence, le divorce de Benedithe DIDIE avec Jean Elie BRICE pour incompatibilités de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage intérêts envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience, civile, ordinaire et publique en date du seize Mai deux mille vingt et deux en présence de Me Vanna Mané Av. substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean Claude Novembre, greffier du siège.
IL EST ORDONNÉ..ETC...
EN FOI DE QUOI...ETC...
Robert Renous, Officier d'Etat Civil

AVIS

Le Tribunal de Première Instance d'Aquin par Jugement par défaut, a prononcé sur la demande de l'époux, la dissolution des liens conjugaux entre les époux Makerly ARISTIL contre la dame Syntia ARISTIL, femme née Syntia JEREMIE, en date du 10 Novembre 2022, en 219e de l'Indépendance, par le Juge Jean Emmanuel ZEPHYR, en présence de Me Vannah MANÉ, S/Commissaire du Gouvernement, avec l'assistance de Me Jean Claude NOVEMBRE, greffier, ce conformément à la Loi.
Me Esdrasse EXANTUS, av.

AVIS

Le Tribunal de Première Instance d'Aquin par Jugement par défaut, a prononcé sur la demande de l'époux, la dissolution des liens conjugaux entre les époux Emmanuel Taulème BRINA, contre la dame Sagine BRINA, femme née Sagine SEIDE, en date du 10 Novembre 2022, en 219e de l'Indépendance, par le Juge Jean Emmanuel ZEPHYR en présence de Me Vannah MANE, S/Commissaire du Gouvernement, avec l'assistance de Me Jean Claude NOVEMBRE greffier, ce conformément à la Loi.
Me Esdrasse EXANTUS, av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi, jugeant à charge d'appel, se déclare compétent pour connaître de cette action, ce conformément à l'article 84 alinéa 4 du décret du 22 Août 1995 relatif à l'organisation judiciaire; Octroie défaut contre les cités, les nommés Djerline GUERRIER et Odelin GUERRIER, pour n'avoir pas comparu ni s'être fait représenter ni personne pour eux au jour indiqué dans la citation, ce conformément à l'article 49 du Code de Procédure Civile; Dit que les nommés Djerline GUERRIER et Odelin GUERRIER ont occupé la maisonnette du mandataire par simple faculté et de pure tolérance conformément à l'article 2000 du Code Civil haïtien; Ordonne illico leurs expulsions des lieux dans la propriété du demandeur conformément à l'article 84, alinéa 4 du décret du 22 août 1995 relatif à l'organisation judiciaire; Ordonne en outre la mise en possession pleine et entière du demandeur, le sieur Jean Claude NEPTUNE dans sa propriété; Condamne les cités les nommés Odelin GUERRIER et Djerline GUERRIER à quinze mille gourdes de dommages-intérêts, conformément aux articles 1168 et 1169 du Code Civil haïtien; Les Condamne en outre aux frais et dépens de la procédure; Commet le sieur Nathan DUCERLUS, huissier du Tribunal de Première Instance d'Aquin pour signification de la présente sentence.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Sony DORANTE, juge, en audience civile et publique, en date du mardi vingt-huit février deux mille vingt-trois, à dix heures du matin, assisté de notre greffier, Me Williams DESTIN.-
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi...etc....
Me William DESTIN Greffier

À quoi la Russie et la Chine utilisent-elles leur domination militaire ?



Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, le 24 avril 2023, présidant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Par Thierry Meyssan

Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, ils n'ont pas à craindre de domination militaire de la Russie et de la Chine, mais l'usage par elles de leur puissance militaire pour les contraindre à respecter leur signature.

La Russie et la Chine disposent d'armements bien supérieurs à ceux des Occidentaux. La première a gagné la guerre en Syrie et s'apprête à vaincre en Ukraine. Malgré tous ses efforts, l'Otan, qui a déjà échoué au Moyen-Orient par jihadistes interposés, ne parvient pas à renverser la réalité sur le champ de bataille.

La manière de penser des anciennes puissances coloniales les poussent à imaginer que la Russie et la Chine vont utiliser leur supériorité militaire pour imposer leur mode de vie au reste du monde. Or, ce n'est pas du tout leur intention et ce n'est pas ce qu'elles font.

Moscou et Beijing ne cessent de réclamer l'application du Droit international. Rien de plus. Les Russes aspirent à être tranquilles chez eux, tandis que les Chinois espèrent pouvoir commercer partout.

Les évènements en Ukraine nous ont fait oublier les demandes maintes fois réitérées depuis 2007 de la Russie : elle exige des garanties de sécurité qui lui sont propres, notamment l'absence d'arsenaux appartenant à des pays tiers stockés chez ses voisins. La Russie n'a pas les moyens de défendre ses frontières, les plus grandes du monde. Elle ne peut donc assurer sa sécurité si des armées ennemies se massent sur plusieurs fronts à ses frontières, sauf à pratiquer la « stratégie de la terre brulée » du maréchal **Fédor Rostopchine**. C'est le sens de toutes les négociations pour la réunification de l'Allemagne. L'URSS y était opposée, sauf à ce que la Nouvelle Allemagne s'engage à ne pas entreposer d'armes de l'Otan à l'Est. C'est le sens de toutes les négociations avec les anciens États du Pacte de Varsovie. Et ce fut encore le sens des négociations avec tous les États de l'ex-URSS. Jamais Moscou ne s'est opposé à ce qu'un État choisisse ses alliés et, éventuellement, adhère à l'Otan. Toujours, il s'y est opposé si l'adhésion à l'Otan impliquait l'installation de stocks d'armement de l'Otan sur son territoire.

Moscou ne s'est montré satisfait qu'en 1999, lorsque 30 États membres de l'OSCE ont signé la *Déclaration d'Istanbul*, dite « Charte de la Sécurité en Europe », qui pose deux principes majeurs : le droit de chaque État de choisir les alliés de son choix et le devoir de chaque État de ne pas menacer la sécurité des autres en assurant la sienne.

C'est la violation de ces principes, et elle seule, qui a conduit au conflit ukrainien. C'était le sens du discours du président Vladimir Poutine à la Conférence sur la sécurité de Munich, en 2007 : il y a dénoncé le non-respect des engagements de l'OSCE et l'établissement d'une gouvernance « monopolaire » du monde.

Les Occidentaux, qui considéraient la Russie comme un pays en faillite, ont certes convenu qu'elle avait raison, mais se sont moqués de son impuissance. Ils ont eu tort : la Russie s'est relevée et les a dépassés. Aujourd'hui, elle utilise sa force pour nous faire respecter les principes que nous avons signés, pas pour nous imposer sa manière de penser.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'Occident a négligé les engagements auquel il avait souscrit durant la Guerre froide, afin de construire un « Nouvel Ordre Mondial », selon la formule de Margaret Thatcher et de George Bush Sr. ; un Nouvel Ordre Mondial « fondé sur des règles » que les Occidentaux ont euxmêmes définies. Nous avons donc cumulé les violations de notre signature et, partant de là, du Droit international.

Il existe une incompatibilité fondamentale entre le Droit international, issu de la Conférence de La Haye de 1899, et le Droit anglo-saxon : Le Droit international est une convention positive. Il est élaboré à l'unanimité. C'est-à-dire qu'il est accepté par chacun de ceux qui l'appliquent. Au contraire, le Droit anglo-saxon est fondé sur les usages. Il est donc toujours en retard sur l'évolution du monde et privilégie ceux qui l'ont dominé.

À partir de 1993, les Occidentaux ont commencé à remplacer, un à un, tous les Traités internationaux pour les réécrire en droit anglo-saxon. Madeleine Albright, qui représentait alors les États-Unis du président Bill Clinton au Conseil de sécurité de l'Onu, était la fille du professeur Josef Korbel. Ce diplomate tchèque, devenu professeur à l'université de Denver, enseignait que le meilleur moyen pour les États-Unis de dominer le monde n'était pas de le conquérir militairement, mais de lui faire adopter son propre système juridique, ainsi que la Couronne britannique l'avait fait dans son empire. Après avoir été ambassadrice à l'Onu, Madeleine Albright devint secrétaire d'État. Lorsque le président George W. Bush succéda à Bill Clinton, c'est la fille adoptive de Josef Korbel, Condoleezza Rice, qui prit sa place après l'intermède Colin Powell. Dans la pratique, durant deux décennies l'Occident a patiemment détruit le Droit international et imposé ses règles, au point que désormais, il s'arroge seul le titre emphatique de « Communauté internationale ».

Le 21 mars 2023, à Moscou, les présidents russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping, sont convenus d'une stratégie commune pour faire triompher le Droit international. Il s'agit dans leur esprit, ni plus, ni moins, que de démanteler tout ce que Madeleine Albright et Condoleezza Rice ont réalisé.

La Russie, qui présidait le Conseil de sécurité des Nations unies durant le mois d'avril, a décidé d'organiser un débat public sur le thème : « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies ».

La séance, présidée par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ne visait pas à déballer le linge sale accumulé depuis la disparition de l'Union soviétique, mais à commencer à mobiliser le plus d'États possible. Dans la note de cadrage (S/2023/244), diffusée par la Russie avant le débat, Moscou explicitait comment l'ordre unipolaire occidental se substituait au Droit international. Il alertait en outre sur le rôle d'acteurs non-gouvernementaux, les fameuses « ONG », dans ce dispositif. Il soulignait aussi que faire des Droits de l'homme un critère de bonne gouvernance et non pas un objectif à atteindre, les transforme en arme politique et nuit gravement à leur amélioration. D'une manière générale, les Tribunaux internationaux sont utilisés pour dire le Bien et non pas le Droit. Ils ne servent presque plus à résoudre des différends, mais surtout à créer des hiérarchies ; à diviser et non plus à unir. La Note se terminait par une série de questions dont : « Que pourrait-on faire pour rétablir la culture du dialogue et du consensus au sein de l'Organisation [des Nations unies], y compris au sein du Conseil de sécurité ? Quel est le meilleur moyen de démontrer que la situation actuelle, marquée par une approche sélective des normes et principes du Droit international, y compris de la Charte, est inacceptable et ne peut plus durer ? ».

L'intervention du secrétaire général de l'Onu, le Portugais António Guterres, n'a pas permis d'avancer. Il s'est borné à présenter le programme à venir des Nations unies. Les très nombreux participants au débat se sont alors divisés en trois groupes.

La Russie a fait l'éloge de la Charte des Nations unies et déploré son évolution au cours des trente dernières années. Elle a plaidé pour l'égalité entre tous les États souverains et dénoncé le pouvoir exorbitant des Occidentaux et de leur organisation unipolaire. Elle a rappelé que l'opération militaire spéciale en Ukraine était la conséquence d'un coup d'État, en 2014 à Kiev, et que donc le problème n'était pas l'Ukraine, mais la manière dont nous conduisons les relations internationales. Au passage, la Russie a mis en garde le secrétaire général de l'Onu et lui a rappelé son devoir d'impartialité. Elle a souligné que si les documents des prochains sommets de l'Organisation ne respectaient pas ce principe, ils diviseraient un peu plus le monde au lieu de l'unir.

Le Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies et le Groupe des 77 ont repris à leur compte la démarche russe.

Un second groupe, composé par les Occidentaux, a dévié sans cesse le débat vers la question ukrainienne, refusant de prendre en compte le coup d'État du Maïdan, soulignant la violence de l'« invasion » russe et rappelant son prix humain.

Un troisième groupe a décoché des flèches plus acérées. Le Pakistan a dénoncé la notion de « multilatéralisme en réseau », contraire à un ordre international constitué d'États souverains et égaux. Il a aussi rejeté toute perspective d'un monde « unipolaire, bipolaire ou même multipolaire s'il doit être dominé par quelques États ultra-puissants ». L'Éthiopie et l'Égypte ont dénoncé le rôle dévolu par les grandes puissances à des protagonistes non-étatiques.

Alors que la Russie et la Chine avaient rappelé avant le débat à diverses délégations les traités internationaux que le Nouvel Ordre Mondial viole de manière éhontée, il n'a pas été question de cas particuliers dans ce débat, à l'exception de l'Ukraine abordée par les Occidentaux.

On doit cependant anticiper les multiples réclamations des non-Occidentaux, c'est-à-dire des gouvernements représentant 87 % de la population mondiale.

Ainsi : la Finlande s'est engagée par écrit en 1947 à rester neutre. Son adhésion à l'Otan est donc une violation de sa propre signature.

les États baltes se sont engagés par écrit, lors de leur création en 1990, à conserver les monuments honorant les sacrifices de l'Armée rouge. La destruction de ces monuments est donc une violation de leur propre signature.

Les Nations unies ont adopté la résolution 2758 du 25 octobre 1971 reconnaissant que Beijing, et non pas Taïwan, est le seul représentant légitime de la Chine. À la suite de quoi, le gouvernement de Tchang Kaï-chek a été expulsé du Conseil de sécurité et remplacé par celui de Mao Zedong. Par conséquent, par exemple, les récentes manœuvres navales chinoises dans le détroit de Taïwan ne constituent pas une agression contre un État souverain, mais un libre déploiement de ses forces dans ses propres eaux territoriales. etc, etc.

En définitive, ce que nous, « Occident », avons à craindre de la Russie et de la Chine, c'est qu'ils nous obligent à être nous-mêmes et à respecter notre parole.

Réseau Voltaire | Paris (France) | 28 avril 2023

Suite de la page (9)


Ben Dupuy with a Haitian delegation he led to China in 2003.

during the second coup d'état.

Meanwhile, in the U.S. and Canada, Dupuy spearheaded a coalition which conducted in 2005 and 2006 the International Tribunal on Haiti, which held hearings in Washington, DC, Boston, Miami, and Montreal.

In 2006, several members of *Haïti Progrès* left the paper to form *Haïti Liberté*. Following the 2010 earthquake and the U.S. facilitating Michel Martelly's election, a split arose in the PPN and *Haïti Progrès,* resulting in Ben's 2011 ouster, what he referred to as the "coup."

By 2012, he was back in touch with his old comrades at *Haïti Liberté* and regularly advised the paper on its editorial line and analysis. He made several trips to New York to participate in *Haïti Liberté* events.

In the last decade of his life, Ben Dupuy became a familiar fixture at Miami Beach's Tap Tap Restaurant, along with his old friend, singer and composer Manno Charlemagne, who died in 2017.


From right to left, Ben Dupuy, presiding judge at the opening session of the International Tribunal on Haiti, Dupuy's son Mike, and former U.S. Attorney General Ramsey Clark on Sep. 23, 2005 at George Washington University in Washington, DC.

Dupuy was already suffering from emphysema, and in late 2022, a doctor suspected he may have developed lung cancer after a life-time of smoking unfiltered Pall Mall cigarettes. However, the doctor advised against treatment, citing Ben's age and frailty of health.

Up until entering a Miami Beach nursing home in August 2022, Ben maintained regular contact with his former comrades in New York and Haiti.

Despite his body's deterioration and some mild confusion and repetition, Ben's mind remained sharp until his final days. As friends and family visited his bedside, he would converse with them about world events and developments in Haiti.

Until the end, he maintained his methodical intellectual approach, drawing on lessons he had learned and books he had read over his nine decades of life.

The last of his seven siblings to die, he is survived by his four children – Frantz, Mike, Regine (Gigi), and Sarah – along with seven grandchildren and five great-grandchildren.

A memorial to his life will be held at Guarino Funeral Home in Brooklyn's Canarsie, NY on Jun. 3 from 11 a.m. to 2 p.m.

Other memorials are planned for Miami in late May, at *Haïti Liberté* in June, and later in Haiti.

Suite de la page (7)

cause d'une blessure non traitée. La prison n'offrait qu'un maigre petit-déjeuner - tout le reste devait être acheté au commissaire - donc Julney a continué à perdre du poids. Il était donc presque inévitable que, alors que les cas de choléra commençaient à déferler sur Haïti au début du mois d'octobre, le pénitencier national devienne le point zéro de la maladie…. Julney ne pouvait que regarder les gardiens de prison transporter les corps des personnes décédées, y compris un autre déporté américain, Roody Fogg…. Dans les mois qui ont suivi, Julney a compté entre 20 et 30 autres déportés américains à l'intérieur, dont la plupart - comme lui - n'ont pas été officiellement inculpés d'un crime en Haïti... »

Le gouvernement américain voudrait nous faire croire qu'Haïti est un État en faillite et que la crise actuelle est le résultat de l'anarchie et des « gangs », plutôt que de nous faire voir la vérité la plus évidente : que la crise en Haïti est le résultat direct de l'impérialisme américain. . En février 2024, le monde célébrera le 20e anniversaire du renversement dirigé par les États-Unis du gouvernement élu de Jean Bertrand Aristide. Avant cette intervention, sous Aristide, plus d'écoles avaient été construites que dans toute l'histoire d'Haïti, combinées. Il a supervisé la construction de la première école de médecine du pays et un projet sans précédent de construction de logements sociaux. Le salaire minimum a été doublé pendant qu'il était en fonction. Les personnes accusées de crimes ont été traitées rapidement, comparaissant généralement devant un juge dans les deux jours. Ce ne sont là que quelques-unes des choses qu'Haïti a accomplies sous son président élu d'alors Jean Bertrand Aristide.

Dady Chery explique dans le News Junkie Post que « le taux d'incarcération d'Haïti d'environ 100 prisonniers pour 100 000 citoyens en 2016 était le plus bas des Caraïbes. Néanmoins, une campagne systématique est en cours pour plus de prisons. Le Canada et la Norvège ont donné chacun une prison à Haïti. Grâce à l'aide pénitentiaire des États-Unis, trois prisons supplémentaires ont été inaugurées depuis 2016, et une autre est en construction.

… la grande majorité de la population carcérale d'Haïti sont des détenus en attente de jugement …. Si Haïti devait les libérer, le taux d'incarcération tomberait à environ 30 pour 100 000, ce qui est inférieur à celui de la Norvège, de la Suède ou du Japon. De plus, si l'on considère le fait qu'un autre groupe de personnes incarcérées sont des ressortissants haïtiens qui ont vécu en tant que résidents légaux des États-Unis ou du Canada presque toute leur vie et commis des crimes à l'étranger, alors le taux réel d'incarcération des Haïtiens tombe à l'un des le plus bas du monde….

Haïti n'a pas besoin de plus de prisons, mais de moins de prisonniers…

De plus en plus, cependant, la prison de Cabaret prend l'aspect d'un camp de captifs esclaves…. Plus de 230 jeunes femmes haïtiennes y sont déjà incarcérées, dont plusieurs avaient été arrêtées sur des bases de l'ONU simplement pour avoir fumé de la marijuana….

… pourquoi les États-Unis, avec un demi-million de sans-abri, dont 10 % sont des vétérans, devraient-ils se soucier davantage de l'itinérance en Haïti que du sien ? ….Le taux d'incarcération aux États-Unis en 2016 était un énorme 693 pour 100 000 : plus élevé que tout autre pays et plus de quatre fois celui de n'importe quel pays européen. La dévastation de la population noire, où un nouveau-né de sexe masculin sur trois peut s'attendre à être emprisonné, a été indescriptible...".

En 2013, Glen Ford du Black Agenda Report a précisé davantage, *« Les nouveaux pénitenciers seront construits sous les auspices de nul autre que la section des affaires de stupéfiants de l'ambassade des États-Unis en Haïti…. »* L'ambassade des États-Unis dit qu'elle veut… [les prisons haïtiennes] conformes aux normes internationales]

Les États-Unis, eux-mêmes, n'ont jamais accordé beaucoup d'attention aux normes internationales en matière de prisons…. Chaque jour, 50 000 à 80 000 détenus américains sont détenus à l'isolement… une forme de torture selon la plupart des normes internationales. La violence dans les prisons américaines est endémique, en particulier le viol. De par sa taille, à lui seul - englobant un détenu sur quatre sur la planète - le Goulag de la prison américaine contient les plus grandes concentrations de maux carcéraux au monde. Les États-Unis sont un exemple de la façon de ne pas traiter les prisonniers et de ne pas traiter les Noirs, qui sont beaucoup plus susceptibles de se retrouver dans les prisons américaines à un moment donné de leur vie. Mais les États-Unis pensent en quelque sorte qu'ils ont quelque chose à apprendre aux Noirs d'Haïti sur les prisons.

En effet, on apprend qu'en septembre 2022, alors même que trois Noirs mouraient de faim en Haïti, dans une prison du comté de Fulton en Géorgie, Lashawn Thompson, un Noir de 35 ans arrêté pour délit était, selon Michael Harper, l'avocat représentant sa famille, "mangée vivante par les insectes et les punaises de lit". Thompson était dans l'établissement psychiatrique de la prison où il était censé être contrôlé toutes les deux heures. Harper soutient : « Il est impossible que cet homme ait été surveillé toutes les deux heures. Il semble qu'il n'ait pas été surveillé pendant des mois. Son corps était criblé de piqûres d'insectes et tout son corps était rempli de ces plaies. C'est juste un affichage ignoble.

Les États-Unis jouent selon un vieux livre de jeu. C'est un livre de jeu affiné par des années de répression raciste et classiste dans le pays et encore aiguisé par l'aventurisme militaire à l'étranger. C'est le manuel de l'intervention, des sanctions, des occupations, du vol et de l'exploitation des entreprises transnationales, des entreprises de construction et des organisations caritatives à but lucratif, de la police militarisée, des prisons, de la dépendance - de la domination.

Même maintenant, ce qui est rejeté comme un chaos alimenté par les gangs pourrait être décrit plus correctement comme le chaos résultant d'un pays déchiré par des interventions étrangères, ainsi que, au moins en partie, un soulèvement spontané de colère dans un pays qui est constamment brisé, sapé et nié le développement démocratique et l'autodétermination par les États-Unis et leurs alliés au Canada, en France et ailleurs. Ils veulent maintenir Haïti en permanence sous la botte impériale. En ce qui concerne les États-Unis, Haïti ne sera jamais libre. Mais vraiment, Haïti ne sera jamais subjugué. Aussi pauvre et assiégée que puisse être l'île, son peuple n'a jamais abandonné, ne s'est jamais rendu, et chaque tentative des puissances étrangères de dominer Haïti a été soit rejetée, soit désintégrée dans le chaos.

***James Patrick Jordan** vit à Tucson, en Arizona et travaille pour l'Alliance for Global Justice. Avec la Fundación Lazos de Dignidad (Fondation Liens de la dignité) colombienne, il a coordonné les efforts pour informer et résister à l'impérialisme carcéral, la propagation internationale du modèle américain d'incarcération de masse. L'AFGJ et FLD préparent une anthologie sur le sujet qui sera disponible début 2024.

Black agenda Report 19 avril 2023

Brésil : Le MST sous attaque



Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST)

Par Guy Zurkinden

Le principal mouvement social brésilien, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), est la cible d'« une offensive qui inclut la pression de l'agrobusiness, lié à l'ex-président Jair Bolsonaro, et la création d'une commission d'investigation parlementaire (CPI) visant à investiguer le mouvement et les occupations de terres », écrit le quotidien de référence brésilien Folha de São Paulo (27 avril).

Une campagne orchestrée. Depuis le début de cette année, les milieux proches des grands propriétaires terriens et de l'agrobusiness mènent une campagne médiatique bruyante pour dénoncer les occupations de terres improductives (rebaptisées « invasions »), qui sont le principal outil du MST dans sa lutte pour la réforme agraire. Cette offensive vient de monter d'un cran. Mercredi 26 avril, le président de la Chambre brésilienne des Député-e-s, Arthur Lira, a donné le coup d'envoi à l'établissement d'une commission d'investigation parlementaire (CPI) visant le MST. L'objectif officiel de cette commission sera d'«investiguer le ´véritable objectif´ du principal mouvement social du pays, et se pencher sur ses sources de financement». Selon la Folhã de São Paulo, les députés Luciano Lorenzini Zucco et Ricardo Aquino Salles sont pressentis pour en prendre la tête.

Extrême droite et « bancada ruralista » aux commandes… Originaire du Rio Grande do Sul (sud du pays), Luciano Lorenzini Zucco, plus connu comme le « lieutenant colonel Zucco », est un élu des Républicains, parti lié à l'Église universelle du royaume de Dieu et membre de la base alliée de l'ex président Jair Bolsonaro. Sur sa page internet, M. Zucco ne fait pas mystère de ses convictions: «Après 27 ans au service du pays dans l'armée, j'ai reçu de mon ami le général Mourão [vice-président sous Bolsonaro] et de Jair Bolsonaro, à l'époque député fédéral, la convocation pour servir mon pays sur un autre front de lutte: la politique. J'en ai compris les raisons et accepté ma mission, qui était et continue à être le sauvetage du vrai Brésil, le Brésil conservateur, patriote, respectueux des lois et des libertés, défenseur de la famille et des enfants».

L'autre figure-clé de la CPI visant le MST est le député Ricardo Aquino Salles. Membre du Parti libéral, M. Salles a été ministre de l'Environnement sous la présidence de Jair Bolsonaro, du 1er janvier 2019 au 23 juin 2021. Il a dû démissionner de son poste après l'ouverture de deux enquêtes judiciaires le visant: l'une pour entrave à une enquête contre un programme de déforestation illégale en Amazonie; l'autre pour sa supposée implication dans un réseau de contrebande de bois. En 2014, alors qu'il était en campagne pour la Chambre des Députés, M. Salles a affirmé publiquement que les « balles » étaient la « solution » pour contrer les activités du MST.

Dans leur recherche (aboutie) des 171 signatures de parlementaires nécessaires à l'ouverture d'une CPI, MM. Zucco et Salles ont travaillé main dans la main avec le chef de la « bancada ruralista », la fraction parlementaire représentant les grands propriétaires terriens et les firmes de l'agronégoce, le député Pedro Lupion (parti Progressistes).

La réponse du MST. L'annonce de la CPI a été faite au cours d'un mois hautement symbolique, celui d'avril. Chaque année, le MST se mobilise en effet dans tout le pays lors des « journées d'avril » pour revendiquer la réforme agraire et commémorer le triste anniversaire du massacre d'Eldorado de Carajás – le 17 avril 1996, vingt et-un travailleurs ruraux membres du MST étaient assassinés par la police militaire de l'Etat du Pará (nord du pays).

Pour João Paulo Rodrigues, membre de la direction nationale du MST, cette CPI – la cinquième visant le MST depuis la création du mouvement dans les années 1980 – s'inscrit dans un plan d'ensemble des milieux conservateurs: « La droite va utiliser le parlement fédéral et les assemblées législatives dans tout le pays pour affronter le MST. À cela s'ajoutent leurs moyens de communication, les fake news et les milices armées des clubs de tir des sociétés de collectionneurs, tireurs sportifs et chasseurs. Il s'agit d'un mélange démoniaque ». Objectif de ces manœuvres: museler le principal mouvement social du pays et empêcher une résurgence de la lutte pour la réforme agraire sous le nouveau gouvernement Lula.

Dans l'interview accordée à la Folhã de São Paulo, João Paulo Rodrigues réaffirme cependant la détermination du mouvement à lutter contre cette CPI et à continuer sa lutte pour la réforme agraire. Il rappelle aussi les deux principales revendications du MST à l'actuel gouvernement Lula: d'une part, l'attribution de terres aux 60 000 familles vivant aujourd'hui dans des campements; de l'autre, la mise sur pied d'un plan d'ensemble visant à développer la création d'aliments et préserver l'environnement – ce qui passe par la redistribution des 200 millions d'hectares de terres improductives dans le pays.

A l'encontre 28 avril 2023

Les États-Unis remettent la société CITGO à l'opposition Vénézuélienne



La raffinerie CITGO de Lake Charles, est l'une des 10 plus grandes raffineries aux États-Unis

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a condamné lundi la décision du Gouvernement des États-Unis (USA)) concernant la remise de la société CITGO, filiale de la compagnie pétrolière d'État PDVSA, à un secteur de l'opposition et a qualifié cette résolution de « vol effronté. »

« *Aujourd'hui, le Gouvernement des États-Unis a sorti une résolution remettant la société vénézuélienne CITGO à des personnes de l'opposition de la Plate-forme Unitaire du Venezuela (…) Une résolution indigne, qui est un message direct de reddition. Ils ont décidé de remettre CITGO à un groupe de personnes inconnues* », a-t-il déclaré dans le cadre de la marche pour la Journée internationale des travailleurs.

Le président a souligné que cette résolution remet la société CITGO Petroleum Corporation qui a son siège aux États-Unis, à la « *direction de l'Assemblée nationale passée, qui n'existe plus au Venezuela, des gens qu'aucun d'entre nous ne connaît, qui vivent à l'étranger.* »

« *Le Gouvernement des États-Unis sort une résolution leur remettant CITGO pour qu'ils la vendent et qu'ils fassent ce qu'ils veulent bien,* » a-t-il déclaré.

De plus, il a évoqué la Conférence internationale sur le Venezuela qui s'est tenue à Bogota (capitale colombienne) le 25 avril dernier et rappelé que les représentants des pays participants ont appelé instamment à la levée des mesures coercitives contre le pays.

« *Cette décision du Gouvernement des États-Unis est une moquerie et une gifle à la Conférence internationale convoquée à Bogota et à la demande presque unanime de lever les sanctions contre le Venezuela* », a-t-il souligné.

Le chef de l'État a déclaré, au nom de tout le peuple du Venezuela, qu'ils la rejetaient et la répudiaient « *indignés par le vol de la société CITGO par le Gouvernement des États-Unis et par la Plate-forme Unitaire du Venezuela* ».

Il a souligné que la société CITGO est estimée à plus de 8 000 000 000 de dollars et possède plus de 10 000 pompes à essence aux États-Unis. « *Le vol effronté d'une entreprise qui fait chaque année plus d'1 000 000 000 de dollars de bénéfices qu'elle a accumulés en n'ayant pas livré de bénéfices au pays pendant au moins 4 ans à cause de l'enlèvement auquel Donald Trump l'a soumis,* » a-t-il déclaré.

En outre, il a indiqué que le Gouvernement des États-Unis a pris cette décision condamnable contre le peuple et la souveraineté du Venezuela. « *C'est la bataille que nous devons mener pour la vérité. Complice, toute cette opposition est complice du pillage et du vol des propriétés du Venezuela,* » a-t-il déclaré.

Telesur 1 mayo 2023
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 2 mai 2023

Conversation téléphonique entre les dirigeants chinois et ukrainien !

Le président chinois Xi Jinping a demandé mercredi par téléphone à son homologue ukrainien, Volodimir Zelensky, des négociations avec la Russie pour mettre fin à la guerre et a annoncé que son gouvernement enverrait un médiateur en Ukraine et dans d'autres pays. L'appel de Xi à Zelensky était la première communication entre les deux depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine.

« Personne ne gagne dans une guerre nucléaire », a déclaré Xi à Zelensky, selon un résumé de la conversation donné par les médias d'État chinois. « Sur la question de la crise ukrainienne, la Chine a toujours été du côté de la paix et sa position fondamentale est de promouvoir un dialogue de paix », a déclaré le président chinois, selon la chaîne de télévision publique CCTV. Un communiqué du gouvernement chinois a indiqué qu'un envoyé pour la paix du gouvernement de Xi se rendrait en Ukraine et dans d'autres pays, sans toutefois préciser s'il se rendrait en Russie.

Après l'entretien, Zelensky a annoncé la nomination d'un ambassadeur en Chine, un poste vacant depuis février 2021. « Je crois que cet appel, ainsi que la nomination de l'ambassadeur, donneront une impulsion puissante au développement de notre relations bilatérales », a déclaré le président ukrainien dans un post sur Facebook, sans donner plus de détails.

Les États-Unis, qui doutent de l'impartialité de la Chine et la considèrent comme pro-russe, ont déclaré que l'entretien était positif. La Russie a également salué les efforts de la Chine après l'appel de Xi, mais a reproché à l'Ukraine de *« rejeter toute initiative visant à trouver une solution politique et diplomatique à la crise »*.

Pagina XII 27 Avril 2023



Xi Jinping (à droite) a demandé à Volodymyr Zelensky de négocier avec la Russie

Barcelone gèle ses relations avec Israël



La maire de Barcelone Ada Colau

Par Ali Abunimah

Mercredi, 8 février 2023 la maire de Barcelone a annoncé que sa Ville suspendait toutes ses relations institutionnelles avec Israël.

Ceci comprend le gel d'un accord de jumelage entre la ville catalane et Tel-Aviv.

Dans une lettre adressée au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, Ada Colau, la maire de Barcelone, a fait savoir que les accords resteraient suspendus « tant que les autorités israéliennes n'auraient pas mis un terme à la violation systématique des droits humains du peuple de Palestine ».

Dans ce qui constitue désormais leur modèle de réponse à toute action en vue de responsabiliser Tel-Aviv, les lobbyistes israéliens en Espagne ont immédiatement accusé Ada Colau d'« antisémitisme ».

Au contraire, les Palestiniens ont chaleureusement accueilli la démarche. Le Comité national de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) a salué Ada Colau en compagnie des *« organisations de masse qui contribuaient à mettre un terme aux liens institutionnels avec l'Israël de l'apartheid. « Barcelona est devenu le premier conseil municipal à suspendre ses liens avec Tel-Aviv et son apartheid, en guise de solidarité avec le peuple palestinien ; c'est une démarche qui rappelle les conseils municipaux historiques et courageux qui avaient fait œuvre de pionniers en rompant les liens avec l'Afrique du Sud de l'apartheid »,* a ajouté le BNC.

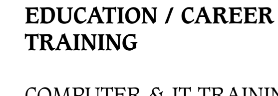
Charleroi-pour la Palestine
9 février 2023

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

EDUCATION / CAREER TRAINING



COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EVENTS

ANTIQUE LOVERS TAKE NOTE! BRIMFIELD IS HERE - ALL SHOWS! May 9-14, New shows open daily! BrimfieldAntiqueFleaMarket.com. 2023 Show Dates: May 9-14, July 11-16, September 5-10

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Don't Pay For Covered Home Repairs Again! American Residential Warranty covers ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE/ $100 OFF

Cuba/Solidarité internationale : Report des activités du 1er mai



Les intempéries de dernière heure n'ont permis aux Cubains de se réunir comme prévu pour la commémoration des fêtes du 1er mai

Rencontre d'échanges avec des représentants de syndicats et des travailleurs venus d'autres pays en solidarité avec le peuple cubain



A gauche : le Secrétaire Général de la Centrale Autonome des Travailleurs/ses Haïtiens/nes (CATH), Fignole ST. CYR

Par J. Fatal Piard

Envoyé spécial d'Haïti Liberté à la Havane

Les Peuples n'ont pas besoin de leaders pour se libérer
Ils se libèrent par eux-mêmes.
Ernesto Che Guevara

Comme à leur accoutumée, nos frères Cubains célèbrent avec une grandiloquence particulière les festivités du 1er mai. Et, nul n'est sensé sans savoir que Cuba accorde une grande importance à cette commémoration, qui, pour eux, s'accompagne d'un symbolisme à nul autre pareil. A l'appel de la Confédération des Travailleurs Cubains (CTC), plusieurs milliers de travailleurs de catégories diverses et de corps de métiers différents se donnent rendez-vous annuellement pour défiler dans l'ordre et la discipline sur la Place de la Révolution.

Des délégations fortes de plusieurs centaines de membres arrivent de tous les coins et recoins du pays pour prendre part à ces activités qui revêtent une importance capitale pour les Cubains. Toujours pour la même occasion la CTC ainsi que le Peuple Cubain bénéficient de la solidarité agissante de Syndicats de plusieurs autres pays. La Centrale Autonome des Travailleurs/ses Haïtiens/nes (CATH), par l'entremise de son Secrétaire Général, le camarade Fignole ST. CYR dirigeait la délégation venue d'Haïti.

Pour cette année tout particulièrement, les travailleurs de l'Inde se sont faits représenter parmi d'autres délégations venues de l'Europe et de l'Amérique. Fort malheureusement, la manifestation traditionnelle du 1er mai sur cette place emblématique où se dressent ces immeubles géants ou sont représentés les effigies des pères de la fulgurante révolution Cubaine n'aura pas lieu comme prévu. Certes, c'est la partie la plus importante de cette démonstration publique de solidarité avec Cuba.

Cependant, beaucoup d'autres activités figurent au programme qui devrait se dérouler du 28 avril au 2 mai. Des rencontres d'échanges avec des représentants de syndicats venus d'autres pays, des séances de partage d'expériences entre les syndicats, de visites de centrales syndicales de la Havane, des visites de lieux historiques et touristiques etc.. Pendant qu'on y est, relatons cette fructueuse rencontre qui s'est déroulée dans les locaux du Syndicat du Pétrole.

Les activités du 1er mai renvoyées

Les activités du 1er mai représentent à coup sûr la partie principale de cette traditionnelle rencontre de solidarité internationale avec Cuba. Fort malheureusement, à cause de certains aléas que personne ne parvient à dompter, les diverses délégations de Travailleurs n'ont pu se converger vers la Place de la Révolution. Contre toute attente, les intempéries de dernière heure n'ont permis aux Cubains de se réunir comme prévu. La commémoration des fêtes du 1er mai reste et demeure l'une des meilleures occasions où les camarades de l'internationale manifestent leur solidarité avec la République Cubaine.

Dès l'après-midi du dimanche, une pluie diluvienne s'est abattue avec rage pendant plusieurs heures sur la capitale. Comme conséquences malheureuses, la majeure partie du pays a aussi subi la rigueur de ces averses impitoyables qui ont même causé des inondations dans certaines zones. Partant du fait qu'à l'impossible nul n'est tenu, les autorités se sont résolues à renvoyer la célébration pour le vendredi 5 mai. Le Président Cubain fraîchement réélu s'est adressé en personne aux travailleurs Cubains.

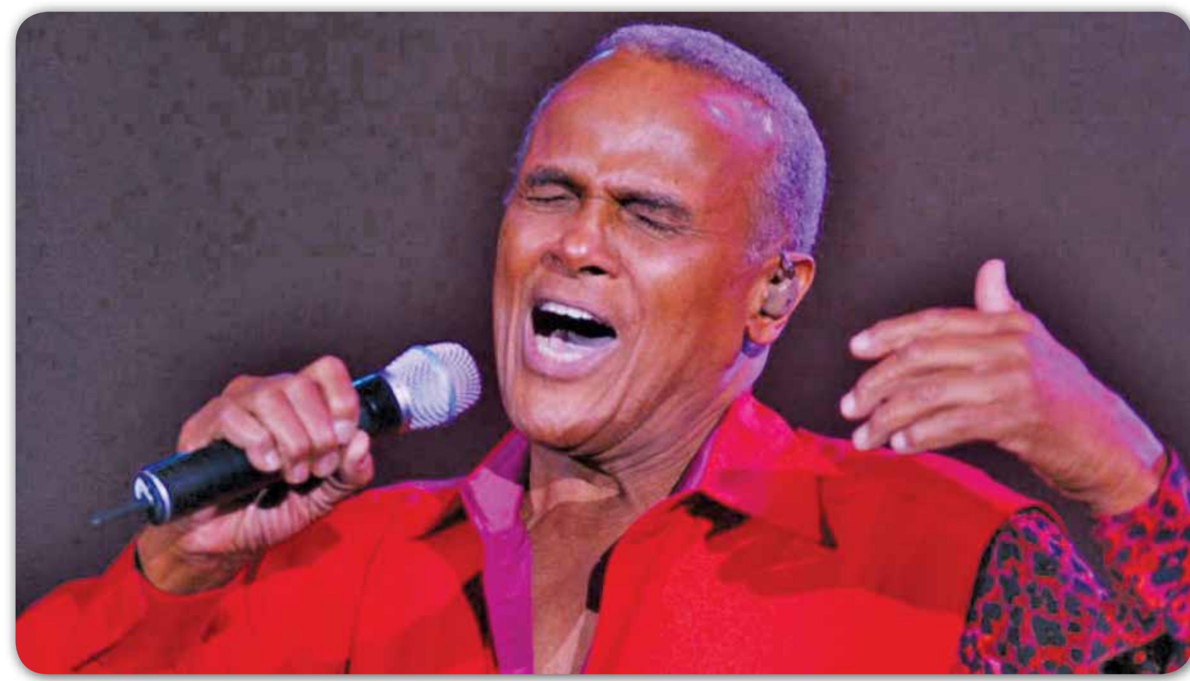
« Subséquemment aux fortes pluies qui se sont abattues sur le territoire cubain, plusieurs zones ont connu des averses. Face à ces difficultés auxquelles se trouve confrontée l'île, le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de différer les activités commémoratives du 1er mai. Cependant, pour compenser ce manque, les organisations de travailleurs peuvent s'arranger pour fêter dans leur zone respective. Cette alternative peut servir à compenser cette grave pénurie de carburant qui sévit dans le pays depuis ces dernières semaines ».

Telles ont été les décisions rationnelles de dernière heure arrêtées par les autorités cubaines qui se veulent responsables. Elles en ont profité pour annoncer que la commémoration de la fête du travail a été différée au vendredi 5 mai. Une instabilité météorologique a provoqué des averses intempestives sur toute l'étendue du territoire. Pire encore, une instabilité économique dû au blocus vielle de plus de 60 ans est à la base de graves pénuries d'essence.

Le tout sur la base de la cruauté incommensurable de l'empire vampire est venu compliquer encore une situation socioéconomique déjà dramatique. Pour compenser le mal, cette année, les habitants du centre de la capitale ont été appelés à se rassembler à pied sur la promenade du Malecon, tandis que les autres participeront à des activités organisées dans leurs quartiers. L'île communiste traverse sa pire crise économique depuis trente ans.

Sous les effets conjugués des conséquences de la pandémie, du renforcement des sanctions américaines et de faiblesses structurelles internes, cette situation entraîne des pénuries récurrentes de nourriture, de médicaments et d'essence, aggravées par une inflation galopante. À Cuba, les files d'attente aux stations-service s'étirent sur des kilomètres. 200 ans depuis la doctrine de Monroe, l'empire vampire se sert de Cuba comme cobaye pour expérimenter le virus de méchanceté cloné dans son laboratoire d'extermination des peuples dignes. En dépit des sanctions sauvages, le Peuple Cubain a pour armes de résistance son cœur ses mains et surtout sa dignité. *« L'impérialisme est dans sa phase de désagrégation inexorable depuis plusieurs décennies. La violence aveugle reste et demeure son ultime recours. Pour détruire Cuba, les fossoyeurs se sont rabattus sur les sanctions sauvages. Par contre pour venir à bout d'Haïti, la violence des gangs armés constitue leur arme de prédilection. Comme vous avez pu vous vous rendre à l'évidence, avec le conflit armé en Ukraine. Des milliards pour la guerre, pas même un sou pour les ouvriers et les ouvrières »*. Constat pertinent par Fignole ST. CYR, Secrétaire Général de la CATH.

Harry Belafonte, l'artiste qui a ouvert les portes de la musique de la périphérie


Le chanteur et militant des droits civiques, Harry Belafonte

Par Augusto Dorado

Chanteur, acteur et militant pour les droits de la population afro-américaine, décédé à l'âge de 96 ans à New York. Figure de calypso, il a immortalisé des hymnes du répertoire populaire comme « Day O – Banana Boat song ».

Ce mardi, à l'âge de 96 ans, la voix du premier artiste qui a atteint la fureur de la musique antillaise hors de ses frontières s'est éteinte : Harry Belafonte était bien plus qu'un acteur, un chanteur de renom et un militant tenace pour les droits civiques de la Population afro-américaine. . Il a été la première grande figure qui, bien qu'étant né au cœur de Harlem, a représenté la population migrante des Antilles et des Caraïbes aux États-Unis, puisqu'il a brillé au milieu d'Hollywood dès le milieu des années 50. Pour quiconque dans le monde occidental qui a franchi la barrière des 40 ans, il est certain que la génération de leurs pères et mères, grands-pères et grands-mères, ont savouré le travail de cet artiste très important.

Au moment où sa musique a connu un moment de boom lorsqu'il est apparu dans une scène inoubliable du film Beetlejuicie (l'une des premières de Tim Burton) et un peu plus loin également dans la publicité de la "Bananita Dolca" ici en Argentine, Harry Belafonte il était une légende. Mais cette résurgence a été un retour à la véritable fureur qu'il a produite depuis 1956, lorsqu'il a sorti son album Calypso et son grand succès "Day O (Banana Boat song)" - thème traditionnel de la région des Caraïbes - résonné dans tous les coins de l'Amérique du Nord. . Cette chanson qui est née parmi les débardeurs, ouvriers portuaires, pour la plupart descendants d'esclaves, qui travaillaient la nuit à charger des bananes sur des bateaux qui partaient pour le monde entier, exprimait une plainte et un désir de finir le gros travail : les paroles disent clairement « Travaillez tous nuit, l'aube se lève et je veux rentrer chez moi ». Avec son adaptation, Harry Belafonte est non seulement devenu plus célèbre qu'il ne l'était, mais il a aussi été le premier artiste à populariser la musique de la périphérie, car le calypso est un genre qui est né à Trinité-et-Tobago, précisément dans les domaines du travail portuaire, dont le rythme et les instruments qui lui donnaient vie étaient littéralement ce que ces générations de débardeurs portuaires avaient sous la main : des fûts métalliques de l'entrepôt de liqueurs ou de fruits qui servaient de tambours, par exemple.

Harry Belafonte est né à Harlem, à New York, mais il passe une partie de son enfance en Jamaïque où son amour pour ces rythmes caribéens est né dans les années 1930. De retour aux États-Unis, il travaille comme aide-portier et un jour ils lui a donné deux billets en guise de pourboire pour l' American Negro Theatre , une entité qui cherchait à développer le travail d'artistes et d'auteurs de théâtre afro-américains; Belafonte est tombé amoureux de ce domaine, a commencé à chanter pour payer ses études de théâtre et c'est là qu'il est devenu un grand ami du célèbre acteur Sidney Poitier. À partir de ce moment, il a toujours été lié aux causes de la communauté afro-américaine, contre l'apartheid en Afrique du Sud et les luttes anticoloniales. Même dans les années 2000, il s'oppose ouvertement à l'invasion de l'Irak et à la politique belliciste de Bush.

Harry Belafonte a marqué les esprits en popularisant la musique des travailleurs coloniaux du monde entier. Parmi ses admirateurs, on peut compter Luca Prodan qui a repris quelques classiques comme "Coconut Woman" ou "Matilda", le premier grand succès d'Harry Belafonte lors de certains des premiers concerts du Sumo ou du Hurlingham Reggae Band.https://www . youtube.com/embed/v6UwkG3Gb1Y

Une insuffisance cardiaque datait le jour de ses adieux de ce 25 avril 2023 mais ses chansons, son sourire, ses films, sa discographie interminable (qui comprend une longue série d'éditions argentines de ses albums entre la fin des années 60 et le début des années 90), signe de l'énorme popularité qu'il avait sur ces terres), son attachement à la communauté afro-américaine, toutes les dimensions de sa vie publique ont depuis longtemps placé Harry Belafonte au panthéon des immortels.

La Izquierda Diario
30 avril 2023